



Organisation
internationale
du Travail



Organisation
mondiale de la Santé



DPA
Preventing Conflict. Sustaining Peace



Interpeace
ORGANISATION INTERNATIONALE
POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

► De la crise à l'opportunité d'une paix durable

Une perspective commune pour répondre
aux défis en matière de santé, d'emploi,
et de consolidation de la paix en
période de COVID-19



► **De la crise à l'opportunité d'une paix durable**

Une perspective commune pour répondre aux défis en matière de santé, d'emploi, et de consolidation de la paix en période de COVID-19

Novembre 2020

Copyright © Organisation internationale du Travail 2020
Première édition 2020

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à rights@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

De la crise à l'opportunité d'une paix durable : Une perspective commune pour répondre aux défis en matière de santé, d'emploi, et de consolidation de la paix en période de COVID-19. Bureau international du Travail – Genève : BIT, 2020

ISBN 9789220336991 (pdf Web)

Egalement disponible en anglais: *COVID-19 – From crisis to opportunity for sustainable peace: A joint perspective on responding to the health, employment and peacebuilding challenges*. International Labour Office, Interpeace, United Nations Peacebuilding Support Office and World Health Organization – Geneva: ILO, 2020

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques du Bureau international du Travail, consultez notre site Web www.ilo.org/publns.

Photo de la couverture, photo page v, xii, 2, et 16: © ILO, photo page 36: © OMS

Table des matières

▶ À propos de ce document	vi
▶ Remerciements	vii
▶ Préface	viii
▶ Résumé	x
▶ 1. Introduction	1
▶ 2. Comprendre l'impact de la pandémie de COVID-19 dans les environnements touchés par un conflit	3
2.1 L'impact sur l'accès aux soins de santé et sur les systèmes de santé	3
2.2 L'impact sur les moyens d'existence et le travail décent	6
2.3 L'Impact sur la dynamique des conflits	9
2.3.1 Les effets potentiels sur les facteurs fondamentaux sous-jacents aux conflits et à la paix	10
2.3.2 Les effets potentiels sur les niveaux de violence et d'instabilité	12
2.4 L'expérience et les capacités acquises durant les crises sanitaires précédentes	13
▶ 3. Recommandations pour des réponses efficaces, prenant en compte les conflits, et qui contribuent à la paix	17
3.1 Envisager la crise multidimensionnelle avec une réponse multidimensionnelle	17
3.2 Engager des approches programmatiques et des politiques personnalisées tenant compte des séquelles du conflit et de la paix	20
3.3 Utiliser la crise de la pandémie de COVID-19 comme une opportunité pour passer vraiment aux réponses dirigées au niveau local	24
3.4 Adapter les approches programmatiques aux réalités et aux capacités locales	26
3.5 Utiliser et adapter les approches qui optimisent les retombées secondaires positives	29
3.6 Établir les fondements de changements structurels pour développer la résilience	33
▶ 4. Saisir l'occasion pour installer des transformations profondes	37
▶ References	39

► List of figures

Figure 1.	Palette des interventions dans des contextes de fragilité et de conflits (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « Pathways to Sustaining Peace at the Food and Agriculture Organization of the United Nations »	22
------------------	--	----

► List of Encadré

Encadré 1.	LE TRAVAIL DÉCENT – Définition de l'OIT	8
Encadré 2.	La cohésion sociale	10
Encadré 3.	Les leçons de l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest et en RDC (2014-2016)	13
Encadré 4.	Les femmes, la paix et la sécurité, et la réponse au virus COVID-19	18
Encadré 5.	Autonomiser les jeunes dans les réponses à la pandémie de COVID-19	19
Encadré 6.	Des repères pour l'analyse des conflits	21
Encadré 7.	Les repères sur la sensibilité aux conflits dans les interventions pour l'emploi	23
Encadré 8.	L'approche contribuant à la paix - définition	24
Encadré 9.	Considérations pour élargir la protection sociale afin d'atténuer l'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19	27
Encadré 10.	Recourir au dialogue social pour développer les réponses appropriées à la pandémie	28
Encadré 11.	Les différentes voies pour créer une paix durable : le Programme « Des emplois au service de la paix et de la résilience »	30
Encadré 12.	Des voies potentielles pour consolider la paix : L'initiative Santé et paix	32



À propos de ce document

Ce document propose une réflexion sur les principales politiques et interventions internationales envisagées en matière de santé et d'emploi en réponse à la crise provoquée par la pandémie de COVID-19 dans les pays touchés par des conflits. Il expose un ensemble de considérations importantes en matière de consolidation de la paix et évoque les contributions importantes de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour atténuer l'impact de la pandémie.

Ce document vise ainsi à mettre en lumière les facteurs de risque et de résilience particulièrement pertinents dans les pays récemment affectés ou encore affectés par des conflits armés, ou lorsqu'il existe un risque de déclenchement, d'escalade ou de redémarrage de la violence (pour faciliter la lecture, ce document se réfère à ces situations par l'expression « pays touchés par des conflits »). Il suggère des moyens pour intégrer au mieux ces considérations dans les réponses politiques à la pandémie de COVID-19 et leur programmation, ainsi que des interventions qui peuvent être adaptées pour avoir une efficacité optimale, ne pas nuire et renforcer les perspectives de paix.

Ce document est issu d'un partenariat entre l'OMS, l'OIT, Interpeace et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix (BACP) du département des affaires politiques et de la consolidation de la paix de l'ONU ¹. Cette publication est destinée aux gouvernements nationaux et aux donateurs, aux agences internationales et à la société civile, qui sont engagés dans la réponse à la pandémie de COVID-19, notamment dans les domaines de la santé, du travail décent et de l'emploi, et de la consolidation de la paix dans les environnements touchés par un conflit.

¹ Le département fédéral suisse des affaires étrangères a fourni un soutien financier à l'OIT et Affaires mondiales Canada a fourni un soutien financier à Interpeace.

Remerciements

Ce document est une initiative conjointe d'Interpeace, de l'OIT, de la DPPA/BACP et de l'OMS et a été élaboré par les associés de l'équipe consultative d'Interpeace, Frauke de Weijer et Luca Willig, en étroite coordination et consultation avec l'équipe de rédaction composée de Daniel Hyslop et Martina Zapf d'Interpeace, Federico Negro et Nieves Thomet de l'OIT, Henk-Jan Brinkman et Ayham Al Maleh du BACP/PBSO et Rudi Coninx et Aiman Zarul de l'OMS.

Le travail n'aurait pas été possible sans les conseils et le soutien de nombreux collègues qui ont apporté leurs contributions et suggestions, en y consacrant du temps, notamment de l'OIT : Jae Hee Chang, James Howard, Claire La Hovary, Jean Louis Lambeau, Eva Majurin, Elisa Selva et Mito Tsukamoto ; d'Interpeace : Elina Mariutsa et Graeme Simpson, et de la DPPA/BACP : Niki Ganz.

Le guide a été élaboré avec le soutien du Département fédéral suisse des affaires étrangères dans le cadre d'un programme conjoint de l'OIT et du BACP visant à soutenir la paix et à favoriser le développement par la création d'emplois dans les situations de conflit, ainsi que des Affaires mondiales Canada et du Bureau des affaires extérieures et du développement du Commonwealth dans le cadre de la facilité pour la consolidation de la paix mise en œuvre par Interpeace.

Préface

Au début, certains considéraient que tout le monde était sur un pied d'égalité face au virus COVID-19, alors que c'est exactement l'inverse qui s'est produit. La pandémie exacerbe les inégalités structurelles persistantes, qu'elles soient politiques, économiques ou sociales, qui augmentent la vulnérabilité de certains groupes de population. Dans de nombreux contextes, la pandémie renforce les inégalités et les griefs des personnes et des communautés, ce qui mine la confiance vis-à-vis des états qui doivent les représenter, les protéger et les gouverner, et remet en cause le contrat social. Au-delà de l'impact direct du virus sur la santé, qui est considérable, ces inégalités structurelles réduisent l'accès à des emplois décents, aux services de santé, à l'éducation, à l'alimentation et aux moyens d'existence - ce qui engendre de nouveaux griefs et exacerbe les dynamiques de conflit préexistantes. La pandémie de COVID-19 n'est pas seulement la plus grande crise sanitaire de notre époque, c'est une crise multidimensionnelle qui menace plus largement la paix et la stabilité.

L'augmentation potentielle des conflits et de la violence durant cette période doit mobiliser notre attention collective. Le virus se répand partout rapidement et ne connaît pas de frontières. Dans certains contextes, des accords de paix fragiles et les mesures destinées à maîtriser le virus ont permis de maintenir la violence à un niveau réduit. Dans beaucoup d'autres situations, des groupes armés et d'autres acteurs ont exploité cette crise à leur avantage, en accroissant la violence et en remettant en cause les réponses de santé publique.

Les conflits potentiels ne menacent pas seulement la paix et la stabilité, mais aussi l'efficacité des réponses de santé publique aux défis de la pandémie. La première réponse à cette dernière doit certes venir des niveaux locaux et nationaux, mais le rôle des acteurs internationaux reste essentiel.

Dans les réponses sanitaires internationales, et les réponses socioéconomiques plus larges comme les programmes d'emplois, la façon d'intégrer des approches qui tiennent compte des conflits et favorisent la paix sera déterminante pour l'efficacité et la durabilité de ces réponses, et leur impact sur la paix et la dynamique des conflits. Voilà pourquoi l'intégration d'approches favorables à la paix dans les actions humanitaires et développementales des gouvernements, des ONG, des partenaires sociaux (les organisations d'employeurs et les syndicats), et des acteurs de l'ONU, n'est pas une question rhétorique, mais un impératif opérationnel essentiel.

Ce document conjoint de l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation internationale du Travail, Interpeace, et du Bureau d'appui à la consolidation de la paix de l'ONU est destiné à proposer des orientations pratiques sur la façon d'adapter les interventions dans les zones de conflit, afin de les rendre plus efficaces, plus intégrées, veiller à ne pas nuire, mais à renforcer les perspectives de paix. La paix dans les sociétés est par nature complexe et multidimensionnelle, il est donc essentiel de ne pas envisager nos contributions de façon isolée mais au contraire, d'aboutir à une compréhension holistique, intégrée et connectée de l'action de nos équipes et de nos partenaires sur le terrain.

Nous espérons que ces orientations aideront nos équipes et nos partenaires dans le monde à élaborer, en se soutenant les uns les autres, des politiques et des interventions programmées pour combattre la pandémie de COVID-19 qui évitent d'induire ou d'exacerber les conflits, afin d'obtenir des résultats techniques importants tout en contribuant de façon positive à la paix.

Comme l'interconnexion de notre monde n'a jamais été aussi évidente, et la nécessité de collaborer aussi urgente, nous espérons que ce document, grâce aux outils qu'il contient, encouragera nos organisations respectives et nos collègues à obtenir des résultats collectifs et favoriser le leadership local. La pandémie a mis en lumière de graves vulnérabilités, mais elle a également révélé des niveaux de générosité, de courage, et de foi en la nature humaine sans précédent, qui offrent de nouvelles opportunités pour l'action collective et l'innovation.

Nous croyons qu'ensemble et en étant solidaires, nous pouvons tous contribuer à renforcer l'inclusion, la résilience et la paix pour tous dans les sociétés.



Martha E. Newton

Directrice générale adjointe de l'OIT pour les politiques



Oscar Fernandez-Taranco

Sous-Secrétaire général chargé à l'appui à la consolidation de la paix



Ibrahima Socé Fall

Sous-Directeur général de l'OMS chargé des interventions dans les situations d'urgence



Scott Weber

Président d'Interpeace

Résumé

Avec la pandémie de COVID-19, les systèmes de santé sont débordés, les chaînes d'approvisionnement interrompues, le chômage et/ou le sous-emploi exacerbés, et les ressources et les capacités sont détournées des autres besoins de santé. Cette crise aggrave les inégalités structurelles persistantes, qu'elles soient politiques, économiques ou sociales, ce qui renforce la vulnérabilité de certains groupes. Le risque de contracter la maladie est particulièrement élevé parmi les groupes déjà défavorisés, comme les chômeurs, les travailleurs de l'économie informelle, les réfugiés, les personnes déplacées et les migrants qui vivent dans des camps et des installations provisoires ².

Les inégalités préexistantes pour accéder aux soins de santé, à la protection sociale et au travail décent pour des raisons financières, logistiques ou même politiques, sont devenues plus apparentes ou se sont exacerbées, avec un creusement encore plus profond des inégalités entre les groupes sociaux. Dans de nombreux contextes, ce renforcement des inégalités et des griefs mine la confiance et le contrat social entre les individus et les communautés, et les états qui les représentent, les protègent et les gouvernent.

Les mesures prises pour maîtriser la pandémie ont de graves répercussions sur les économies des états touchés par des conflits – notamment les économies et les ménages fortement dépendants des échanges internationaux et des envois de fonds de l'étranger. L'impact socioéconomique a tendance à toucher de façon disproportionnée les femmes et les jeunes, dans l'immédiat et pour leurs perspectives d'avenir. Le travail décent se réduit encore plus avec la raréfaction des opportunités de travail, et les ménages peuvent être obligés de recourir à des stratégies correctives négatives, qui peuvent se traduire par une augmentation du travail des enfants et de la traite des êtres humains.

Les mécanismes de protection sociale ne sont pas en mesure de fournir une aide suffisante pour vivre, notamment pour les personnes qui dépendent de l'économie informelle. Les stratégies des gouvernements destinées à protéger les économies sont souvent inappropriées pour atténuer les effets négatifs sur les moyens de subsistance, et sont principalement destinées aux entreprises formelles.

Les réponses des gouvernements pour gérer la pandémie, renforcer rapidement les systèmes de santé et remédier aux répercussions socioéconomiques sur les moyens d'existence, peuvent être considérées comme insatisfaisantes par la population, notamment lorsque la confiance en l'état est faible. Cela met en lumière un aspect important des réponses politiques à la crise : très souvent, leur impact induit directement ou indirectement des conflits. Cela signifie qu'il est plus important que jamais d'étudier comment et quand intégrer des approches de consolidation de la paix dans les actions qui conjuguent l'humanitaire et le développement.

Cela ne s'applique pas seulement à la paix, mais à la pandémie de COVID-19 elle-même. La capacité des réponses internationales en matière d'humanitaire et de développement à prendre en compte les séquelles des conflits et la paix dans le cadre des réponses directes et indirectes à la pandémie sera déterminante pour l'efficacité de ces réponses.

Dans les zones de conflit, l'impact du virus sur la santé, les moyens de subsistance et le travail décent alimente la dynamique des conflits et de la violence tout en érodant la cohésion sociale. Cet impact peut induire de l'instabilité, miner la confiance et la cohésion sociale et accroître le risque de violence. Il peut en outre réduire l'efficacité des mesures prises pour combattre le virus, ce qui peut engendrer un cercle vicieux où maladie et conflit se renforcent mutuellement.

La pandémie peut également avoir une incidence sur les facteurs structurels sous-jacents aux conflits potentiels, ce qui réduit les perspectives de paix durable. L'impact direct et indirect de la pandémie de COVID-19 peut renforcer les inégalités structurelles et l'injustice sociale, et alimenter les dissensions et la méfiance, notamment lorsque les fausses informations sont largement répandues. L'incapacité réelle ou perçue des gouvernements à répondre de façon appropriée et équitable à la crise peut réduire la confiance dans les autorités publiques. Ce qui peut à son tour engendrer une dynamique de conflits, et renforcer la légitimité d'acteurs illégitimes, criminels ou étrangers à l'état, qui fournissent des services.

2 Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC), 'Least Protected, Most Affected: Migrants and Refugees Facing Extraordinary Risks during the COVID-19 Pandemic' (IFRC, 2020): <<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IFRC-report-COVID19-migrants-least-protected-most-affected.pdf>> accès le 17 juin 2020.

Avec l'extension et l'intensification de la pandémie, la frustration peut renforcer la dissidence et les mouvements sociaux. Ce qui peut se traduire par des violences, notamment si les forces de sécurité réagissent avec brutalité. La violence criminelle et la violence entre les personnes (y compris la violence sexiste) peuvent augmenter en raison de la réduction des opportunités d'emploi et de la fragilité des moyens de subsistance. Si les réponses ne tiennent pas compte des séquelles des conflits, les professionnels de santé et les intervenants internationaux peuvent être attaqués – un phénomène qui a entravé la réponse au virus Ébola en Afrique de l'Ouest et dans la partie orientale de la République démocratique du Congo.

Ces impacts peuvent se produire dans certains contextes, mais ne sont pas nécessairement présents partout. Dans de nombreux pays et de nombreuses communautés dans le monde, les gens comprennent les raisons pour lesquelles leurs gouvernements ont adopté certaines mesures, en dépit des difficultés qu'elles induisent. Cependant, les risques de réduire les perspectives de paix durable existent bel et bien, et doivent être pris en compte lors de la conception et de la mise en œuvre des interventions.

Adopter une réponse multidimensionnelle à une crise multidimensionnelle

Il faut concevoir les réponses épidémiologiques au virus, y compris les mesures de confinement, en lien étroit avec les actions destinées à réduire leur impact socioéconomique, en prenant en compte l'impact indirect sur d'autres secteurs et en maximisant les synergies entre les différentes réponses sectorielles. Il est nécessaire d'avoir des compétences et une expertise multidisciplinaire. Les acteurs de l'action humanitaire, du développement et du processus de paix doivent conjuguer leurs réponses pour que les résultats collectifs soient fondés sur une compréhension solide des besoins locaux et favorisent le leadership local.

Les jeunes et les femmes doivent être pris en compte, car ces groupes sont touchés de façon disproportionnée, si l'on veut optimiser leur capacité potentielle à renforcer l'efficacité des approches. Il est important qu'une approche multidimensionnelle prenne également en compte l'impact de la crise sur les droits civils et veille à ce qu'ils soient protégés.

S'engager dans des approches tenant compte des conflits et des possibilités de paix avec des politiques et des programmes appropriés

Les agences nationales et internationales doivent progressivement investir dans des capacités d'analyse de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur un contexte plus large, intégrant la dynamique des conflits. Les organisations nationales et internationales de soutien aux soins de santé, aux moyens de subsistance et au travail décent doivent toujours veiller, dans ce contexte de pandémie, à prendre en compte la sensibilité aux conflits dans leurs interventions et mettre en place des capacités, des systèmes et des processus qui intègrent cette dimension.

Au-delà de la sensibilité aux conflits, il convient, pour veiller à ce que la réponse à la crise soit au service d'une paix durable, d'appliquer des approches contribuant à la paix ³ - c'est-à-dire des approches proactives qui identifient la façon dont la santé, l'emploi et d'autres interventions peuvent contribuer à la paix. Pour garantir une sensibilité aux conflits et une prise en compte de la paix, il faut un engagement au plus haut niveau et l'implication de ressources humaines et financières spécialisées. L'OMS, l'OIT, le BACP et d'autres institutions ont élaboré des orientations sur la sensibilité aux conflits, que les acteurs nationaux et internationaux qui opèrent dans ce domaine peuvent utiliser lors de la phase de programmation de leurs interventions.

Utiliser la crise de la pandémie de COVID-19 comme une opportunité pour passer à des réponses dirigées au niveau local

Afin de prendre en compte efficacement les multiples dimensions de la pandémie dans les zones de conflit, il est nécessaire de connaître les spécificités du contexte et que les actions soient élaborées et dirigées localement. Les difficultés sont aggravées par les limitations opérationnelles que rencontrent les acteurs internationaux - et même nationaux - en raison des mesures de lutte contre le virus.

La pandémie peut donc être un levier essentiel pour faire avancer l'agenda de localisation des programmes et en faire un axe de l'articulation plus vaste entre l'humanitaire, le développement et la paix. Cela exigera dans la

3 Interpeace : Peace Responsiveness, <https://www.interpeace.org/our-approach/peace-responsiveness> Accès le 13 septembre 2020

pratique de nouveaux financements et des modalités opérationnelles qui encouragent l'attribution d'un plus grand rôle décisionnel aux acteurs locaux. Il est également nécessaire d'établir une stratégie intentionnelle pour y parvenir sans transférer les risques de façon inégale aux partenaires locaux, mais plutôt en cherchant à gérer les risques conjointement entre les acteurs locaux et les acteurs internationaux. Cela exige une plus grande souplesse au niveau des programmes et des finances que celle dont nous disposons actuellement, et d'adapter les mécanismes de responsabilisation pour qu'ils reposent plus sur la confiance et le partenariat.

Adapter les approches en matière de programme et de communication aux réalités et aux capacités locales

Les approches pour lutter contre le virus ont des impacts socioéconomiques très négatifs sur les travailleurs dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, notamment pour les pays qui ont un secteur informel relativement grand et une faible couverture de la protection sociale. La confiance dans les réponses des gouvernements et l'efficacité des efforts de communication sont déterminantes pour le succès des stratégies d'atténuation. Il est essentiel d'avoir une communication transparente pour expliquer le raisonnement et les priorités qui sous-tendent la réponse, communication qui ne peut réussir qu'en travaillant avec des sources et des intermédiaires de confiance.

Les réponses doivent établir des partenariats au-delà de l'état en instaurant une collaboration avec les acteurs (que sont les communautés, la société civile, les dirigeants locaux, les organisations de travailleurs et d'employeurs, ainsi que les autorités) qui permettent de concevoir des stratégies adaptées à la situation locale et qui peuvent remporter l'adhésion de ces derniers. Pour contribuer à la paix, tous les efforts doivent être conçus en tenant compte des inégalités, afin d'éviter que les efforts exigés n'accroissent les inégalités entre les groupes sociaux – ou ne soient perçus comme tels.

Intégrer la prise en compte de la paix et des conflits pour optimiser les impacts positifs et faire en sorte qu'ils se renforcent mutuellement, directement ou indirectement

Les agences techniques qui travaillent dans les domaines de la santé, de l'emploi et du travail décent peuvent apporter des contributions précieuses pour atténuer les conflits liés au virus COVID-19 et dynamiser la paix. Le manuel de l'OIT et l'initiative Paix et Santé de l'OMS proposent des voies permettant aux interventions techniques de contribuer potentiellement à pérenniser la paix. Quand on considère les liens étroits entre la santé, l'impact socioéconomique et la dynamique des conflits, ce type d'interventions peut avoir un effet multiplicateur au-delà des résultats techniques directs.

Par exemple, des programmes de travaux publics d'urgence à court terme peuvent contribuer à atténuer l'impact socioéconomique et soutenir la réponse sanitaire en améliorant les infrastructures de soins de santé primaire et l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. Les programmes de développement des compétences peuvent renforcer la réponse sanitaire en créant une main d'œuvre qualifiée pour la recherche des cas contacts afin de limiter la propagation de la maladie. De petites entreprises peuvent être aidées pour produire localement les équipements de protection nécessaires à la réponse sanitaire.

Dans le cadre de ces initiatives, l'équité – pour accéder aux soins de santé ou aux opportunités socioéconomiques – doit être au premier plan des approches opérationnelles durant la phase de conception des programmes par les planificateurs nationaux et internationaux. Il est également possible d'avoir un impact direct important pour la paix. Dans le domaine de la diplomatie sanitaire, il est possible de demander temporairement aux parties en conflit une suspension des hostilités pour permettre une coopération des deux parties en matière de santé. Cela peut contribuer aux efforts pour développer la confiance, et préparer le terrain pour des négociations futures et la consolidation de la paix.

Poser les fondations de changements structurels et développer la résilience

Les mesures immédiates sont certes nécessaires, mais elles doivent s'inscrire dans une vision plus large d'une reprise sur le long terme qui tienne compte des facteurs de fragilité sous-jacents qui rendent cette société et cette économie particulièrement vulnérables aux chocs. La programmation doit donc veiller explicitement à ce que les réponses à court terme contribuent à poser les fondations d'une transformation sur le long terme de ces problèmes structurels.

Les programmes publics d'emploi existants peuvent être rapidement étoffés lorsque surgit une nouvelle crise. Certains pays peuvent en avoir besoin sur le long terme. Il faut par exemple accroître les investissements dans des infrastructures productives grâce à ces programmes d'emploi. Il faut améliorer les programmes de protection sociale, et les élargir aux personnes les plus vulnérables. De même, les systèmes de soins de santé doivent être améliorés et se rapprocher de la couverture universelle.

Toutes ces réformes, dans le domaine de la santé ou de l'économie sociale, doivent être élaborées grâce à des méthodes participatives et inclusives pour veiller à ce que ces politiques soient appropriées et correspondent aux besoins et aux désirs de la population. Elles doivent donc renforcer la confiance dans les autorités de l'état, et renforcer la cohésion sociale. Dans beaucoup de contextes fragiles et touchés par des conflits, les limitations budgétaires peuvent paralyser un grand nombre de ces réformes, comme le développement de la protection sociale et des soins de santé. Plus de collaboration et de solidarité internationales seront nécessaires dans les prochaines années.

Saisir l'occasion pour apporter des changements profonds

L'ampleur de la pandémie renforce le potentiel de transformer des situations politiques et sociales fondamentalement non durables, en créant un environnement propice à des réformes profondes et à un processus de paix authentique. Elle peut donner aux acteurs du développement plus de possibilités de collaborer avec les gouvernements et les partenaires sociaux (les organisations d'employeurs et les syndicats), les dirigeants locaux et les communautés locales, afin d'engager un processus inclusif permettant des réformes plus profondes en vue d'une paix durable.

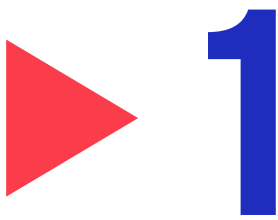
La pandémie peut également contribuer à faire avancer les changements qui font depuis longtemps l'objet de discussions dans les secteurs de l'humanitaire et du développement, et portent notamment sur l'articulation entre l'humanitaire, le développement et la paix, ainsi que l'agenda de leur mise en œuvre au niveau local. Ce travail est urgent, car la crise a mis en évidence l'étroite interconnexion de ces différents secteurs dans nos sociétés.



Nous vivons des temps difficiles, mais nous pouvons transformer la crise du virus COVID-19 en une opportunité de paix durable et d'une meilleure intégration.

► Comme l'a dit le Secrétaire général de l'ONU





Introduction

L'ampleur sans précédent de la pandémie implique que son impact est très large. Même s'il s'agit initialement d'une crise sanitaire, la plupart des secteurs de la société et de l'économie, voire tous, sont touchés. Les mesures adoptées pour ralentir la propagation du virus ont eu des répercussions sociales, économiques et politiques graves.

Les pays touchés par des conflits sont particulièrement exposés aux conséquences de la pandémie. Dans ces sociétés, l'apparition soudaine d'une nouvelle maladie peut facilement aggraver les défis sociaux, économiques et politiques et bouleverser un contrat social déjà fragilisé.

Les agences de santé (l'Organisation mondiale de la Santé) et de l'emploi et du travail décent (l'Organisation internationale du Travail) peuvent apporter une contribution importante pour atténuer l'impact direct de la pandémie, et ses conséquences plus larges sur la paix et les conflits en coopérant avec les acteurs de la paix. La recommandation n° 205 de l'Organisation internationale du Travail propose un cadre normatif international essentiel qui souligne le rôle central de l'emploi et du travail décent dans la prévention, la reprise, la paix et la résilience dans les situations de crise résultant de conflits ou de catastrophes.

L'OMS a également entendu l'appel du Secrétaire général de l'ONU à contribuer de façon proactive à la construction d'une paix durable. Sa récente initiative Santé et Paix explore les avantages comparatifs de l'agence mondiale de la santé pour contribuer à réduire l'impact des conflits armés et de la violence et améliorer les perspectives d'une paix locale durable dans le cadre de son mandat.

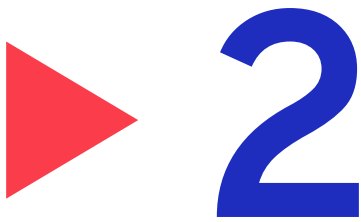
Au-delà des défis humanitaires et socioéconomiques immédiats de cette crise, ses diverses implications sont peu encourageantes pour créer une paix durable. Contenir la pandémie de COVID-19 et remédier à son impact dans les zones de conflit, implique d'examiner avec attention les risques multiples et complexes ainsi que les capacités de résilience existants dans cet environnement. Les mesures visant à maîtriser la pandémie peuvent cibler principalement les besoins directs immédiats pour lutter contre la maladie, mais les réponses nationales et internationales doivent tenir compte des séquelles du conflit et favoriser la paix. Elles ne doivent pas exacerber la dynamique du conflit ni la méfiance, mais saisir les opportunités de réduction des tensions et de renforcement de la paix (en favorisant par exemple la cohésion sociale).

Ce document utilise les constatations récentes sur l'incidence de l'épidémie sur ces multiples dimensions dans la société. Les épidémies d'Ébola en Afrique centrale et occidentale ont également permis de tirer des leçons importantes dans ce domaine, qui ont été intégrées dans ce document dans les paragraphes pertinents.

L'impact local et mondial de la pandémie de COVID-19 en tant que risque, choc et facteur de stress n'a pas d'égal. La pandémie en tant que telle arrive à un moment décisif qui permet de transformer profondément des contrats sociaux non durables et rompus. Elle met en lumière les fractures sociales que sont les inégalités, le manque de confiance dans les autorités et la faible capacité du secteur public à réagir rapidement de façon appropriée. C'est donc le moment de comprendre ce que l'aide internationale peut apporter aux capacités nationales et locales pour les aider à se relever du choc et du stress liés à cette pandémie, et « reconstruire en mieux » pour avoir une paix durable.

Ce document explique donc les approches les plus pertinentes pour atténuer efficacement les conséquences de la pandémie grâce à des réponses efficaces, qui tiennent compte des conflits et contribuent à la paix, dans les zones de conflit. Il propose des orientations générales sur la façon d'adapter les programmes et les interventions pour renforcer leur efficacité, ne pas nuire et améliorer les perspectives de paix.





Comprendre l'impact de la pandémie de COVID-19 dans les environnements touchés par un conflit

La pandémie a eu des répercussions très néfastes sur les systèmes de santé, qui luttent pour faire face à l'augmentation de la demande de traitements de santé complexes. Parallèlement, on ne connaît pas encore très bien la nature du virus et l'efficacité des options de traitement ⁴. Les mesures adoptées pour contenir la pandémie de COVID-19, comme les confinements, ont un impact socioéconomique important sur les personnes et les ménages, et aggravent encore la précarité des moyens d'existence dans les zones de conflit ou de violence.

Cette section aborde les principales menaces posées par la pandémie sur l'accès aux soins de santé et aux systèmes de santé dans les zones de conflit. Elle examine également l'impact socioéconomique de la crise et des stratégies de maîtrise du virus, et notamment leur impact sur les conditions de travail et le travail décent.

Ces menaces ne surgissent pas ex nihilo. La dynamique plus large des conflits et les facteurs structurels limitent déjà les possibilités d'atteindre la paix et de la faire durer. Cette section analyse donc également comment les soins de santé, l'emploi et les moyens d'existence peuvent avoir une influence directe sur la violence et l'instabilité, et de façon plus indirecte, mais peut-être plus profonde, sur les facteurs structurels sous-jacents des conflits et de la paix, notamment le niveau de cohésion sociale et de confiance au sein de la société.

2.1 L'impact sur l'accès aux soins de santé et sur les systèmes de santé

L'impact sur la santé publique à ce jour

- Le 4 septembre 2020, plus de 26 millions de cas de COVID-19 confirmés et plus de 863 000 décès avaient été signalés à l'OMS. Les Amériques représentaient plus de la moitié de ces cas et de ces décès, suivies par l'Europe (17 pour cent des cas, 26 pour cent des décès) ; l'Asie du Sud-Est (17 pour cent ; 9 pour cent) et la région de la Méditerranée orientale (8 pour cent ; 6 pour cent). L'Afrique et le Pacifique occidental ne représentaient que 6 pour cent des cas et 4 pour cent des décès ⁵.

4 Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 'Rolling Updates on Coronavirus Disease (COVID-19)' (OMS, 2020) <<https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/events-as-they-happen>> vu 1^{er} juillet 2020.

5 Tableau de l'OMS pour la maladie de coronavirus (COVID-19), (OMS 2020) <https://covid19.who.int> Accès le 4 septembre 2020.

- Début août, plus de 53 pour cent des cas confirmés de COVID-19 concernaient des hommes dans les pays pour lesquels les données désagrégées par sexe étaient disponibles, mais le ratio moyen des décès entre les hommes et les femmes était proche de 1,4 ⁶.

Les systèmes de santé peuvent être débordés ou au bord de l'effondrement

- L'augmentation rapide du nombre de patients contaminés par le virus COVID-19 qui nécessitent des soins immédiats peut être dévastatrice pour les systèmes de santé fragiles. Le nombre limité de personnel médical et paramédical, l'absence de matériel médical – notamment des tests – et le nombre insuffisant de lits d'hôpitaux peuvent entraver la réponse immédiate à la pandémie.
- Il peut y avoir trop peu de lits d'hôpitaux pour gérer l'afflux de patients dans les zones de conflit comme l'Afghanistan (qui dispose de 5 lits pour 10 000 habitants), le Burkina Faso (4), le Myanmar (9) et le Sud Soudan (7,2), notamment si l'on compare ces chiffres à ceux des pays à revenu élevé comme l'Allemagne (plus de 82 lits pour 10 000 habitants) ou les États-Unis (29).
- Il peut également y avoir une pénurie d'équipements adaptés pour traiter les cas les plus compliqués. Au Venezuela, où la moitié des médecins a quitté le pays durant la crise humanitaire avant la pandémie, il n'y a que 84 lits dans des unités de soins intensifs pour une population de 32 millions d'habitants. Le Sud Soudan dispose de 24 lits et de quatre respirateurs dans des unités de soins intensifs pour ses 11,7 millions d'habitants ⁷. Les conflits induisent souvent des perturbations dans les soins de santé et l'effondrement des chaînes d'approvisionnement en matériel médical ⁸.
- Le détournement des maigres ressources des systèmes de santé vers la réponse à la pandémie peut réduire la disponibilité des services de santé pour les autres grandes maladies. Dans certains pays d'Afrique de l'Ouest en 2014-2015, l'épidémie d'Ébola a provoqué des perturbations dans les soins de santé habituels, les programmes de vaccination et les interventions pour des maladies spécifiques, qui ont induit une augmentation du taux de morbidité et de mortalité pour les maladies endémiques comme le paludisme.⁹

Les groupes et les personnes défavorisés sont les plus touchés par le virus

- Même s'ils ne sont pas nécessairement les plus vulnérables au virus COVID-19, les groupes défavorisés (comme les chômeurs et les travailleurs pauvres, ainsi que les réfugiés et les autres personnes déplacées qui vivent dans des camps et des installations provisoires) ont un risque plus élevé d'être contaminés ¹⁰. Les logements inappropriés et surpeuplés, l'incapacité de respecter les recommandations en matière de distanciation physique, le manque d'hygiène, d'eau et d'installations sanitaires facilitent la propagation du virus. Souvent, ces groupes vulnérables ne peuvent pas payer les services de santé ou n'y ont pas accès, ce qui accroît le risque de propagation du virus.
- La grande majorité des travailleurs de l'économie informelle sont très exposés à des risques en matière de santé et de sécurité au travail, et ne bénéficient pas d'une protection appropriée. La plupart de ces travailleurs n'ont pas un accès garanti aux soins médicaux ni à l'assurance maladie ou à des prestations en cas d'accident du travail. Ceux qui ont accès aux soins de santé peuvent être endettés et contraints de vendre leurs avoirs productifs, ce qui les plonge dans une pauvreté plus grande encore. Avant la crise, 100 millions de personnes tombaient chaque année dans la pauvreté en raison de dépenses de santé catastrophiques ¹¹.

6 Données relatives à la COVID-19 désagrégées en fonction du sexe, Global Health 50/50 <https://globalhealth5050.org/covid19/sex-disaggregated-data-tracker/#1593530303289-1a59fb7f-b2b7> Accès le 4 septembre 2020.

7 Organisation mondiale de la Santé (OMS) : The Global Health Observatory : Hospital Beds (Per 10 000 Population), (2020); et International Rescue Committee (IRC) : COVID-19 in Humanitarian Crises: A Double Emergency (2020) <https://www.rescue.org/sites/default/files/document/4693/covid-19-doubleemergency-april2020.pdf> Accès le 21 juin 2020

8 Organisation mondiale de la Santé (OMS) : Initiative Paix et Santé de l'OMS (OMS 2020)

9 Alyssa S. Parpia and others : Effects of Response to 2014–2015 Ebola Outbreak on Deaths From Malaria, HIV/AIDS, and Tuberculosis, West Africa (2016) 22 *Emerging Infectious Diseases*

10 Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), 'Coronavirus Emergency Appeal UNHCR'S Preparedness and Response Plan (REVISION)' (UNHCR, 2020) <<https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/COVID-19%20appeal%20-%20REREVISED%20-%2011%20May%202020.pdf>> Accès le 2 juillet 2020.

11 Organisation Internationale du Travail (OIT) : La crise du COVID-19 et l'économie informelle, Réponses immédiates et défis à relever, note de synthèse (OIT 2020), https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_745440.pdf Accès le 17 septembre 2020.

- ▶ La pandémie a des répercussions directes importantes sur les femmes car elles sont les plus nombreuses dans le travail en première ligne et les soins aux personnes ¹². Les conséquences indirectes sont aussi importantes, en raison de l'impact sur le financement et la disponibilité des autres services de santé dont dépendent les femmes, comme les services de santé sexuelle et génésique. L'impact en aval sur les services de santé pour les femmes peut être dramatique en raison de la faible capacité des systèmes de santé.

Les inégalités d'accès aux soins de santé sont exacerbées

- ▶ Dans beaucoup de pays touchés par des conflits, on est très loin de l'égalité d'accès aux soins de santé et il est probable que la pandémie va maintenir ou renforcer ces inégalités. Les groupes défavorisés qui sont les plus à risque de contracter le virus peuvent notamment être les moins en mesure d'accéder aux soins de santé pour des raisons financières ou logistiques. Dans les zones rurales notamment, les services de santé sont parfois inexistantes.
- ▶ Les problèmes liés aux inégalités d'accès à des soins de santé de qualité réapparaîtront probablement lorsqu'on aura trouvé un traitement ou un vaccin pour le virus COVID-19.
- ▶ Dans les zones où sévissent des conflits armés, l'insécurité ou d'autres problèmes peuvent remettre encore plus en cause la disponibilité et l'accès à des informations et aux soins de santé, contraignant les gens à chercher un abri ou à fuir.
- ▶ Le favoritisme politique ou même des manipulations politiques flagrantes peuvent déterminer qui a accès aux soins de santé, afin d'instrumentaliser la situation à des fins politiques. Dans certains cas, les autorités peuvent utiliser la crise pour priver certains groupes de l'accès indispensable aux soins de santé durant la pandémie, par exemple dans les zones tenues par leurs opposants. Les autorités camerounaises ont par exemple initialement supprimé au début les vols humanitaires à l'intérieur du pays pour prévenir la dissémination du virus, décision qui a été interprétée comme une remise en cause de la réponse au virus COVID-19 dans les zones qui font l'objet de litiges ¹³.

Les réponses des gouvernements peuvent être inappropriées ou insuffisamment acceptées par la population

- ▶ L'incapacité des institutions publiques à concevoir et mettre en œuvre des réponses sanitaires appropriées et adaptées ou à rapidement améliorer les systèmes de santé pour tenir compte des spécificités locales ou de certains groupes, peut susciter de la méfiance vis-à-vis des autorités. Ce sentiment peut être alimenté par l'absence d'une communication claire de la part des autorités chargées de la crise, et par les perceptions que la réponse à la pandémie est discriminatoire, ou mal gérée.
- ▶ Les stratégies de maîtrise de la pandémie qui reposent essentiellement sur le confinement et la distanciation physique ont temporairement réduit les libertés. Dans certains cas, la suppression temporaire des mécanismes de contrôle – le parlement, le système judiciaire, la société civile – pour accélérer les procédures signifie que l'exécutif peut prolonger l'état d'urgence et utiliser de façon disproportionnée des pouvoirs coercitifs, et restreindre encore plus l'espace civil en instrumentalisant la pandémie à des fins politiques ¹⁴.

12 Organisation des Nations Unies, 'Policy Brief: The Impact of COVID-19 on Women' (UN, 2020) <<https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/2020/06/report/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women-en-1.pdf>> Accès le 8 juillet 2020

13 Human Rights Watch: Cameroon: Allow Aid Access Amid Pandemic (HRW 2020) <https://www.hrw.org/news/2020/04/10/cameroon-allow-aid-access-amid-pandemic> Accès le 23 mai 2020.

14 International Crisis Group (ICG) : COVID-19 et conflits: Sept tendances à surveiller <https://www.crisisgroup.org/fr/global/sb4-covid-19-and-conflict-seven-trends-watch> Accès le 17 septembre 2020.

2.2 L'impact sur les moyens d'existence et le travail décent

Les mesures de maîtrise de la pandémie ont une incidence grave sur les économies des états touchés par des conflits

- ▶ Les conflits et la violence sont surtout présents dans les économies à revenu intermédiaire ou à faible revenu, notamment dans les pays les moins développés. Dans ces contextes, l'économie en général et de grandes parties de la population sont encore plus vulnérables aux chocs économiques et sociaux soudains liés à la pandémie.
- ▶ La vulnérabilité socioéconomique vis-à-vis des politiques locales et mondiales de maîtrise de la pandémie repose sur plusieurs facteurs, notamment la part de l'économie informelle, l'importance des envois d'argent depuis l'étranger, la capacité de l'économie à donner un emploi aux émigrés qui rentrent et la dépendance vis-à-vis des échanges internationaux. La restriction des mouvements de population perturbe les chaînes d'approvisionnement et réduit la production orientée vers l'exportation. L'interdiction de voyager peut toucher des secteurs critiques, comme le tourisme, entraînant des pertes de revenus et l'insécurité alimentaire.
- ▶ Les entreprises informelles qui emploient environ 80 pour cent de la main d'œuvre adulte dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire¹⁵, sont très vulnérables. Leur productivité est faible, ainsi que leur taux d'épargne et d'investissement, l'accumulation de capital est négligeable, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux chocs économiques¹⁶. Un examen des mesures initiales prises en Afrique pour réduire l'impact sur l'économie montre que les mesures ont principalement ciblé l'économie formelle, comme les compagnies aériennes, le commerce, les infrastructures, l'énergie et les assurances¹⁷.

Les moyens d'existence des groupes socioéconomiques vulnérables sont les plus touchés

- ▶ Les travailleurs de l'économie informelle, y compris les migrants et les réfugiés, ont vu leurs opportunités de revenus se réduire drastiquement¹⁸. L'emploi informel représente 90 pour cent de l'emploi total dans les pays à faible revenu et 67 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire, en comparaison, il est de 18 pour cent dans les pays à revenu élevé¹⁹. Les femmes sont les plus exposées à l'informalité dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, et sont souvent dans des situations de vulnérabilité plus importantes que les hommes²⁰.
- ▶ Le confinement peut être plus coûteux pour les consommateurs urbains pauvres en raison des difficultés d'accès aux marchés de l'économie informelle, et de l'augmentation des prix des produits de première nécessité qui en découle. Cela peut entraîner une migration rurale-urbaine ou créer des incitations au commerce informel et aux flux de ces produits entre les zones rurales et les zones urbaines, qui peuvent contribuer à la propagation du virus²¹.
- ▶ Les ménages qui dépendent des envois de fonds de l'étranger sont confrontés à une baisse significative de leurs revenus en raison de la crise. Dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, 800 millions de personnes de la famille des travailleurs migrants ont besoin de cet apport financier vital²². La Banque mondiale prévoit pour cette année une baisse de 19,7 pour cent des envois de fonds, passant

15 Organisation internationale du Travail (OIT) : Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail. 4ème édition. Estimations actualisées et analyses https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_745964.pdf Accès le 17 septembre 2020.

16 Organisation Internationale du Travail (OIT) : La crise du COVID-19 et l'économie informelle, Réponses immédiates et défis à relever, note de synthèse.

17 Organisation Internationale du Travail (OIT) : Les conséquences du COVID-19 sur l'économie informelle en Afrique et les mesures prises pour y faire face (OIT 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_746387.pdf Accès le 17 septembre 2020.

18 Voir par exemple, l'impact sur les réfugiés syriens en Jordanie : Organisation internationale du Travail (OIT) : Tewodros Aragie Kebede, Svein Erik Stave and Maha Kattaa : 'Facing Double Crises: Rapid Assessment of the Impact of COVID-19 on Vulnerable Workers in Jordan (2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/publication/wcms_743391.pdf Accès le 9 juillet 2020.

19 Organisation Internationale du Travail (OIT) , 'ILO Monitor: COVID-19 and the world of work. Fourth edition' (27 May 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_745963.pdf Accès le 14 juillet 2020

20 Organisation Internationale du Travail (OIT) : La crise du COVID-19 et l'économie informelle, Réponses immédiates et défis à relever, note de synthèse.

21 Organisation Internationale du Travail (OIT) : Les conséquences du COVID-19 sur l'économie informelle en Afrique

22 Réseau des Nations Unies sur la migration, 'International Day of Family Remittances: The Global Pandemic Highlights the Crucial Role of Remittances for Migrant Families' (2020) Accès le 10 juillet 2020

de 554 milliards de dollars des États-Unis en 2019 à 445 milliards de dollars en 2020²³. L'argent envoyé depuis l'étranger a généralement un effet anticyclique qui aide les ménages lorsque les temps sont durs et fournit des revenus fiscaux aux gouvernements. Mais lors des vraies crises mondiales, les envois de fonds de l'étranger peuvent être insuffisants pour contrebalancer les pertes de revenus^{24 25}.

Les femmes et les jeunes souffrent de façon disproportionnée de l'impact socioéconomique

- ▶ La crise liée à la pandémie de COVID-19 n'a pas la même incidence sur les femmes et les hommes. Les premières données désagrégées en fonction du sexe suggèrent que les hommes meurent plus du virus que les femmes. Cependant, les conséquences socioéconomiques de la pandémie ont plus de probabilités de toucher les femmes et les jeunes filles de façon disproportionnée^{26 27 28}.
- ▶ Les femmes représentent une partie importante du personnel de santé dans la plupart des pays – surtout les infirmières qui travaillent en première ligne pour lutter contre le virus COVID-19 – ce qui accroît le risque de contamination chez le personnel de santé féminin²⁹. La crise socioéconomique va probablement toucher beaucoup plus les emplois peu qualifiés dont les salaires sont bas, qui sont généralement plus occupés par les femmes, ce qui augmente leur risque de perte de revenus.
- ▶ Dans de nombreux environnements, les normes sociales des ménages imposent aux femmes une augmentation de la charge liée aux soins aux personnes – destinés aux malades, aux personnes âgées et aux enfants – ce qui entrave encore plus la possibilité déjà restreinte d'aller à l'école pour les filles, et pour les femmes, d'avoir des moyens d'existence³⁰. Avec l'obligation de rester à la maison et la fermeture des écoles, les femmes et les jeunes filles ont aussi plus de probabilité de subir des violences sexuelles ou physiques perpétrées par un partenaire intime ou un membre de la famille³¹.
- ▶ La vulnérabilité de l'emploi des jeunes, déjà élevée, augmente rapidement. Déjà avant la crise, les jeunes de 15 à 24 ans étaient plus susceptibles d'être au chômage ou d'avoir des emplois de moins bonne qualité que ceux des adultes (de 25 ans et plus), car le taux mondial de chômage des jeunes était de 13,6 pour cent en 2019³². Le taux d'informalité chez les jeunes allait de 32,9 pour cent en Europe et en Asie centrale à 93,4 pour cent en Afrique, ce qui rend les jeunes particulièrement vulnérables à l'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19³³. Les données récentes en provenance des pays développés montrent une augmentation spectaculaire du taux de chômage des jeunes depuis février 2020, notamment chez les jeunes femmes. Les chiffres actualisés sur l'augmentation du chômage des jeunes dans les états touchés par des conflits ne sont pas encore disponibles, mais il est probable qu'ils seront élevés³⁴.

23 Ibid.

24 Ibid.

25 Antoinette Sayeh and Ralph Chami : Lifelines in danger, Fonds monétaire international, (FMI 2020) <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/06/pdf/COVID19-pandemic-impact-on-remittance-flows-sayeh.pdf> Accès le 17 septembre 2020.

26 ONU Femmes Data Hub: COVID-19: Emerging Gender Data and Why it Matters (2020) <https://data.unwomen.org/resources/covid-19-emerging-gender-data-and-why-it-matters> Accès le 27 mai 2020.

27 Clare Wenham, Julia Smith and Rosemary Morgan: COVID-19: The Gendered Impacts of the Outbreak (2020) 395 *The Lancet* [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30526-2](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30526-2) Accès le 27 mai 2020.

28 David Evans: How Will COVID-19 Affect Women and Girls in Low- And Middle-Income Countries? <https://www.cgdev.org/blog/how-will-covid-19-affect-women-and-girls-low-and-middle-income-countries> Accès le 27 mai 2020.

29 Organisation Internationale du Travail (OIT), 'Women Health Workers: Working Relentlessly in Hospitals and at Home' (ILO, 2020) <https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_741060/lang--en/index.htm> Accès le 3 juin 2020

30 CARE: Gender Implications of COVID-19 Outbreaks in Development and Humanitarian Settings (Care 2000) https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_Gender-implications-of-COVID-19_Full-Report_March-2020.pdf Accès le 2 juillet 2020.

31 ONU Femmes : La pandémie fantôme : la violence à l'égard des femmes pendant la pandémie de COVID-19 (2020) <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/violence-against-women-during-covid-19> Accès le 17 septembre 2020

32 Organisation internationale du Travail (OIT), 'Global Employment Trends for Youth 2020' (ILO, 2020) <https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_737648.pdf> Accès le 8 juin 2020

33 Organisation internationale du Travail (OIT) : Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail. 4ème édition. Estimations actualisées et analyses (OIT 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_745964.pdf Accès le 17 septembre 2020.

34 Ibid.

► Encadré 1. LE TRAVAIL DÉCENT – Définition de l'OIT

Le travail décent correspond aux aspirations des gens dans leur vie professionnelle. Il suppose un emploi productif, qui apporte un juste revenu, la sécurité au travail et une protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives d'épanouissement personnel et d'intégration sociale, la liberté, pour les travailleurs, d'exprimer leurs préoccupations, de s'organiser et de participer aux décisions qui influent sur leur existence, ainsi que l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes ³⁵.

Le travail décent se réduit encore plus

- La crise liée à la pandémie de COVID-19 a révélé les déficits significatifs de travail décent qui prévalaient encore en 2020. La crise souligne la vulnérabilité de millions de travailleurs et augmente la vulnérabilité de nombreux groupes déjà défavorisés, notamment les personnes handicapées, les peuples indigènes et les membres des groupes ethniques défavorisés, les réfugiés, les personnes déplacées, les petits agriculteurs, et d'autres.
- La crise économique et la faiblesse de la demande de travail peut accroître encore les conditions d'exploitation, de précarité et d'informalité des opportunités de travail restantes. Pour garantir la survie immédiate du ménage, les travailleurs vulnérables peuvent tomber dans du travail sous-payé ou du travail forcé, ou chercher à obtenir un crédit qui comporte un risque élevé de servitude pour dettes. Ils peuvent également chercher un revenu avec des travaux illégaux ou plus dangereux, comme le travail sexuel, la traite ou le trafic de personnes.
- Les enfants sont particulièrement à risque, et la crise liée à la pandémie de COVID-19 peut inverser les victoires récentes de la lutte contre le travail des enfants. Les ménages peuvent être plus enclins à recourir au travail des enfants pour compenser leur perte d'emploi ou le coût des soins de santé. Les enfants sont souvent les travailleurs les plus disponibles dans les ménages, et sont plus enclins à accepter du travail mal rémunéré et avec des risques. Les enfants peuvent être envoyés loin, ou être abandonnés quand les familles se déplacent, et rester sans protection et plus vulnérables aux pires formes de travail des enfants. Après le tremblement de terre au Népal, par exemple, l'effondrement des mécanismes de protection publics et privés a entraîné une augmentation du trafic des enfants ³⁶.
- En outre, les gouvernements et le secteur privé imposent plus de restrictions aux droits des travailleurs de s'organiser et de négocier collectivement. La crise liée à la pandémie de COVID-19 peut avoir contribué à cette tendance ³⁷.

Les mécanismes de protection sociale ne peuvent pas fournir une aide suffisante aux moyens de subsistance

- Les réseaux sociaux – c'est-à-dire la famille élargie, les voisins et les amis – réagissent généralement comme un système d'entraide quand les temps sont durs, dans le cadre des mécanismes de résilience de la communauté, notamment pour les travailleurs de l'économie informelle. Comme les confinements et d'autres mesures de maîtrise de la pandémie interrompent les contacts sociaux et les voyages, certaines personnes peuvent être privées de cette source précieuse de résilience (même si la plupart des rapports soulignent l'importance continue de ces connexions et l'émergence de nouveaux groupe de soutien comme moyen principal de survie).
- Les programmes de protection sociale ne peuvent absorber que partiellement les chocs socioéconomiques. 45 pour cent de la population mondiale seulement est couverte par au moins une protection sociale, et ce

35 Le travail décent (OIT) <https://www.ilo.org/global/topics/decent-work/lang-fr/index.htm> Accès 17 septembre 2020

36 Organisation internationale du Travail (OIT) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : COVID-19 et travail des enfants, en temps de crise, il est temps d'agir. Rapport en anglais : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipec/documents/publication/wcms_747421.pdf Accès le 17 septembre 2020

37 Confédération syndicale internationale (CSI), Indice CSI des droits dans le monde 2020 : les violations des droits des travailleurs n'ont jamais été aussi nombreuses depuis sept ans (2020) <https://www.ituc-csi.org/violations-workers-rights-seven-year-high-fr> Accès 17 septembre 2020.

pourcentage se réduit à 39 pour cent en Asie et Pacifique et à 18 pour cent en Afrique³⁸. Les travailleurs de l'économie informelle sont presque tous exclus de ces mécanismes de protection sociale. Ce manque de protection sociale affecte de façon disproportionnée les travailleurs de l'économie des soins, essentielle durant la crise actuelle, notamment dans les secteurs du nettoyage, de la livraison, du travail domestique et du transport³⁹.

- La marge budgétaire nécessaire pour instaurer des mécanismes de protection sociale représente un obstacle important. On estime à 5,6 pour cent du produit intérieur brut les fonds nécessaires pour que les pays les moins développés mettent en place un système de protection sociale, ce qui est irréaliste pour de nombreux gouvernements⁴⁰.

Les stratégies des gouvernements pour réduire les mesures de maîtrise de la pandémie et protéger les économies sont souvent insuffisantes

- Les gouvernements jouent un rôle essentiel dans la réponse à la crise et pour stimuler l'économie avec des mesures anticycliques. Ils agissent parfois en tant qu'employeur de dernier recours pour garantir les moyens de subsistance des plus vulnérables. Mais nombre de gouvernements ne disposent pas de la marge budgétaire, ni du niveau de préparation institutionnelle pour mettre en œuvre les mesures nécessaires.
- Les diverses politiques de confinement qui ont été mises en œuvre dans les pays à revenu élevé ne sont pas adaptées aux économies et aux sociétés touchées par des conflits. Comme nous l'avons vu plus haut, beaucoup de groupes socioéconomiquement vulnérables et les gens qui vivent dans des camps densément peuplés ne peuvent pas supporter un confinement. Il peut donc s'avérer difficile de maintenir les mesures de maîtrise de la pandémie pendant une longue période. En Inde, par exemple, les mesures de confinement ont encouragé les travailleurs informels des grandes villes à revenir dans leurs maisons rurales, ce qui a provoqué des déplacements à grande échelle qui allaient à l'encontre des objectifs des mesures de quarantaine, qui était de supprimer le virus.

2.3 L'Impact sur la dynamique des conflits⁴¹

Dans les environnements touchés par des conflits, ces impacts sur la santé, les moyens d'existence et le travail décent peuvent alimenter les dynamiques de conflit et de violence et éroder la cohésion sociale. Cela peut directement accroître la violence et l'instabilité, ou avoir une incidence sur les facteurs les plus fondamentaux qui sous-tendent le conflit ou la paix, notamment le niveau de la cohésion sociale et de la confiance.

Les capacités de la société à absorber et à s'adapter au choc de la pandémie dépendent de nombreux facteurs, notamment un sentiment de solidarité, la légitimité perçue des acteurs de l'état et la confiance populaire en eux. Les sociétés dont l'histoire repose sur des interactions de coopération entre les gens et entre le gouvernement et les gens sont plus à même de faire face à l'impact négatif d'une crise. Les sociétés divisées et les pays qui ont une histoire de conflits armés ou sortent de conflits armés peuvent ne pas disposer de ces atouts, car les lignes de fractures au sein de la société peuvent s'être approfondies et la société peut être fracturée.

Même lorsqu'il existe des liens forts au sein de la société, la pandémie de COVID-19 a affecté le tissu social, et a eu une incidence sur les interactions physiques et sociales quotidiennes de chacun et sur les échanges économiques. Dans les contextes où les conséquences socioéconomiques sont très lourdes, les systèmes

38 Organisation internationale du Travail (OIT) : Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019 (Bureau International du Travail – Genève 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_624892.pdf Accès le 18 septembre 2020

39 Organisation internationale du Travail (OIT) : Mesures de protection sociale visant à faire face à la crise du COVID-19 : réponses apportées par les pays et considérations politiques (2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_744867.pdf Accès le 18 septembre 2020

40 Organisation internationale du Travail (OIT), 'Fiscal Space and the Extension of Social Protection. Lessons Learnt from Developing Countries' (ILO, 2020) <https://www.usp2030.org/gimi/RessourcePDF.action;jsessionid=gKrUScS3miO3EXDvNFlaw5EWxcXqeDI64PXy3yuhpvr0pLY5yucm!-692971084?id=34168> Accès le 5 juillet 2020

41 Interpeace, 'Why peacebuilding should be part of the COVID-19 response' (Interpeace 2020) <<https://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2020/07/Interpeace-COVID19-BriefingPaper.pdf>>

d'aide sociale et la confiance mutuelle peuvent s'effondrer devant ces pressions. Les relations entre la population et les institutions de l'état – la cohésion verticale – et les liens entre les personnes et les groupes – la cohésion sociale horizontale – vont probablement en être affectés.

► Encadré 2. La cohésion sociale

La cohésion sociale peut se décrire ainsi : le niveau de confiance dans le gouvernement et au sein de la société et la volonté de participer collectivement à une vision partagée d'une paix durable et d'objectifs de développement communs ⁴².

Une bonne façon de comprendre la cohésion sociale consiste à la décrire en fonction de deux axes : un vertical et un horizontal. L'axe vertical de la cohésion sociale fait référence aux relations entre les groupes sociaux et le gouvernement. La cohésion sociale horizontale désigne les interactions entre groupes en fonction de divisions comme la langue, la religion, l'origine ethnique, la classe sociale et d'autres dimensions de l'identité.

2.3.1 Les effets potentiels sur les facteurs fondamentaux sous-jacents aux conflits et à la paix

Les inégalités horizontales augmentent et deviennent plus visibles

- La pandémie a révélé et aggravé les lignes de fracture structurelles sous-jacentes dans de nombreux pays. Comme nous l'avons vu auparavant, la crise a eu un impact plus important sur les groupes déjà défavorisés et vulnérables, comme les travailleurs pauvres, les populations autochtones et tribales, les femmes, les migrants, les réfugiés et d'autres groupes marginalisés politiquement et socialement.
- L'impact disproportionné sur ces groupes spécifiques aiguise le sentiment d'inégalités et de discrimination. Il peut également conduire à plus de griefs et à un sentiment d'exclusion réel ou perçu chez certains groupes sociaux qui étaient peut-être déjà marginalisés et prêts à se soulever. Lorsque les mesures destinées à contenir le virus COVID-19, notamment les mesures liées à l'accès aux soins de santé et les aides aux moyens de subsistance, si elles sont perçues comme excluant certains groupes, vont déclencher un ressentiment et un sentiment d'injustice.

La détérioration de la confiance envers les autorités (la cohésion sociale verticale)

- L'augmentation de la demande de services de base, et l'incapacité de nombreux états à fournir équitablement ces services à la totalité de la population peuvent saper la confiance dans les organes de l'état à de multiples niveaux, notamment le système de santé et d'autres institutions sociales. Ces services qui portent sur les besoins fondamentaux de la population sont essentiels en soi. Mais pour les gens ordinaires, ils sont aussi la manifestation la plus tangible – et souvent la plus positive – des autorités publiques et une source importante de leur légitimité populaire.
- Les gouvernements sont confrontés à des dilemmes pour trouver un équilibre difficile entre les mesures pour contenir le virus et les mesures de protection de l'économie. Dans la plupart des pays, il peut exister des avis très opposés sur la façon de gérer ces équilibres perçus entre l'économie et les considérations de santé. Cela peut susciter une grande frustration et de la colère contre les réponses des gouvernements.
- L'absence de clarté sur les raisons des stratégies de maîtrise du virus, les critères de sélection et le choix des secteurs de l'économie qui deviennent prioritaires, peut aggraver l'érosion de la confiance dans les autorités. C'est particulièrement le cas dans les situations où le niveau de confiance était bas avant la pandémie, et les informations provenant des autorités suscitaient la méfiance a priori. Cette défiance vis-à-vis de la communication des gouvernements a entravé l'efficacité des premières mesures destinées à lutter contre le virus Ebola en Afrique de l'Ouest par exemple.

42 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Strengthening Social Cohesion: Conceptual Framing and Programming Implications' (UNDP 2020) <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/conflict-prevention/strengthening-social-cohesion--conceptual-framing-and-programmin.html> Accès le 1 juillet 2020.

- ▶ Le gouvernement et le secteur privé peuvent imposer des restrictions supplémentaires aux droits des travailleurs à s'organiser et à négocier collectivement ⁴³. Cela peut altérer la façon de percevoir les institutions qui gouvernent le pays, notamment les autorités de l'état, les acteurs du secteur privé et les organisations d'employeurs, et aggraver les frustrations socioéconomiques et les griefs.
- ▶ Repousser les élections et restreindre les rassemblements publics représentent des risques majeurs vis-à-vis du maintien du dialogue entre l'état et la société – précisément au moment où la société doit accepter des décisions cruciales. En l'absence de dialogue social et dans les contextes où la légitimité de l'état ne repose que sur la fourniture de services publics, les risques de conflit violent sont exacerbés.

La détérioration de la confiance populaire (la cohésion sociale horizontale)

- ▶ Comme pour d'autres crises, les gens peuvent avoir tendance à se replier sur leur groupe pour se sentir en sécurité et à reprocher aux autres l'adversité soudaine à laquelle ils sont confrontés. Les lignes de fracture que sont les différences ethniques, religieuses, sectaires ou autres peuvent s'aggraver, ce qui alimente l'isolement et la méfiance entre les groupes. Cela peut susciter de nouveaux griefs, ou exacerber les reproches existants, ce qui crée un terreau fertile pour les tensions et les conflits.
- ▶ Dans de nombreux pays, des informations erronées sur la pandémie se répandent dans les media sociaux et ailleurs. Si elles ne sont pas contrôlées, ces rumeurs, ces informations inexacts et ces accusations peuvent alimenter la suspicion, la peur et les stéréotypes négatifs à l'encontre de certains groupes. Dans plusieurs pays, des membres de groupes religieux ont été stigmatisés et ont fait l'objet de discriminations après que des rassemblements religieux aient été identifiés comme source de foyers d'infection importants. Il existe des cas avérés de xénophobie et de racisme contre certains étrangers ou des personnes venant d'ailleurs, qui ont été blâmés pour « avoir importé » le virus, et d'autres groupes marginalisés associés à des foyers d'épidémie ont aussi été visés. Les patients du virus COVID-19 et les travailleurs de la santé en première ligne ont eux aussi été stigmatisés.
- ▶ Lorsque les sociétés sont divisées, les mesures destinées à maîtriser la pandémie, comme la distanciation physique et sociale, peuvent remettre en cause les liens entre les gens. Les mesures de répression peuvent remettre en cause le réseau de relations qui sert de mécanisme de soutien pour les groupes vulnérables, et affaiblir ainsi le lien social qui est source de résilience face à l'adversité.
- ▶ Les restrictions en matière de rassemblements peuvent aussi mettre en péril les activités de consolidation de la paix. Les efforts pour reconstruire la cohésion sociale se fondent souvent sur des approches de rencontres entre les personnes, pour rassembler les personnes et les groupes, notamment au niveau local.
- ▶ Dans les pays qui ont un passé de conflit violent, les réponses parfois très sécuritaires au virus COVID-19 ou la facilité avec laquelle la violence peut ressurgir, peuvent faire revivre des souvenirs traumatiques de la violence de la guerre – ce qui s'est produit durant l'épidémie d'Ébola au Libéria – en défaisant les progrès durement acquis en matière de confiance, de guérison psychologique et de prévoyance sociale ⁴⁴.

L'augmentation progressive du pouvoir et de la légitimité d'acteurs non étatiques non-démocratiques

- ▶ Lorsque les autorités sont dans l'incapacité de fournir des services élémentaires de protection, des groupes armés et des criminels peuvent combler ce vide avec des activités illicites. Sur le long terme, cela peut faire pencher le pouvoir vers des forces non démocratiques et illégitimes, provoquant des changements dans l'économie politique qui seront ensuite difficiles à inverser.
- ▶ Des insurgés, des extrémistes ou des groupes criminels organisés peuvent exploiter l'absence d'opportunités économiques pour recruter de nouveaux combattants et des sympathisants, en proposant de la nourriture, un revenu et une protection pour les y inciter. Ou bien ils peuvent saisir cette opportunité

43 Confédération syndicale internationale CSI : Indice CSI des droits dans le monde 2020

44 Platform for Dialogue and Peace (P4DP): Documenting the Resilience of Liberians in the Face of Threats to Peace and the 2014 Ebola Crisis. (P4DP and Interpeace 2015) http://3n589z370e6o2eata9wahfl4.wpengengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2015/11/2015_11_17_Liberia-Country-Note-2015.pdf Accès le 1er juillet 2020.

pour démontrer leur capacité à répondre aux besoins des gens. On sait que les cartels mexicains, par exemple, ont fourni de l'aide aux communautés pauvres ⁴⁵.

- Des groupes non étatiques, parfois opposés au régime en place, peuvent tirer profit du manque de capacité de la part du gouvernement ^{46 47 48}.

2.3.2 Les effets potentiels sur les niveaux de violence et d'instabilité

Les protestations violentes et la répression

- Les habitudes d'exclusion, la méfiance vis-à-vis du gouvernement, les informations erronées, et la peur du virus représentent un terreau fertile pour faire surgir la violence. Dans les contextes de grande tension, l'imposition de politiques d'isolement strict a suscité des résistances violentes, avec des manifestations, des barricades et des attaques armées. Au Niger par exemple, la population a largement contesté la fermeture des mosquées et la suspension des prières collectives pour des raisons de distanciation physique ; cela a abouti à de violentes manifestations ⁴⁹.
- L'approche musclée des gouvernements pour faire respecter des mesures autoritaires peuvent aussi susciter de l'instabilité. Des forces de sécurité mal entraînées et débordées peuvent se tourner vers la violence contre les personnes vulnérables et marginalisées - notamment aux frontières et aux postes de contrôle et lors du contrôle de foules. D'autres forces de sécurité, comme les militaires, ont été déployées en renfort dans certains pays, mais elles effectuent des tâches policières pour lesquelles elles ne sont pas correctement formées ni équipées.
- Dans le cadre d'un renforcement des mesures autoritaires, des événements très médiatisés, comme la mort d'un manifestant, peuvent déclencher des actions collectives violentes contre les autorités publiques ou des groupes d'opposition. Des émeutes ont éclaté dans la ville de Kayes dans le Sud du Mali après qu'un policier qui n'était pas en service ait tué un manifestant, lors de manifestations contre un couvre-feu impopulaire édicté pour empêcher la propagation du coronavirus ⁵⁰. Même s'il est difficile de démêler les différents facteurs qui déclenchent l'agitation et les protestations, il est probable que le mécontentement lié à la façon de traiter la pandémie a exacerbé les frustrations préexistantes et incité les gens à manifester dans la rue. Dans certains cas, des jeunes urbains se sont rassemblés pour exprimer son mécontentement vis-à-vis de la façon dont les autorités géraient la pandémie ⁵¹.

Les attaques contre les professionnels du soin et les intervenants internationaux

- Les équipes chargées de la lutte contre le virus COVID-19 et le personnel soignant ont été également ciblés par la violence. Depuis que le virus a été officiellement déclaré une pandémie, certaines installations de santé et celles qui étaient spécialisées dans le virus COVID-19 ont été visées par des frappes aériennes et bombardées, et des membres du personnel soignant ont été tués ou kidnappés ⁵².

45 Vanda Felbab-Brown: Mexican Cartels are Providing COVID-19 Assistance. Why That's Not Surprising. (The Brookings Institution 2020) <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/04/27/mexican-cartels-are-providing-covid-19-assistance-why-thats-not-surprising/> Accès le 14 mai 2020.

46 Rachel Brown, Heather Hurlburt et Alexandra Stark: How the Coronavirus Sows Civil Conflict. Pandemics don't Bring People Together – Sometimes, They Pull Societies Apart *Foreign Affairs* (2020) <https://www.foreignaffairs.com/articles/world/2020-06-06/how-coronavirus-sows-civil-conflict> Accès le 9 juillet 2020.

47 Tom Perry et Laila Bassam: Hezbollah Deploys Medics, Hospitals Against Coronavirus in Lebanon Reuters (2020) <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-hezbollah/hezbollah-deploys-medics-hospitals-against-coronavirus-in-lebanon-idUSKBN21C3R7> Accès le 3 juillet 2020.

48 Josheph Hincks: With the World Busy Fighting COVID-19, Could ISIS Mount a Resurgence? *Time* (2020) <https://time.com/5828630/isis-coronavirus/> Accès le 27 mai 2020.

49 International Crisis Group : Co19 au Niger : Réduire les tensions entre État et croyants pour mieux contenir le virus, 2020 <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/niger/covid-19-au-niger-reduire-les-tensions-entre-etat-et-croyants-pour-mieux-contenir-le-virus> Accès le 18 septembre 2020.

50 Will Ross: Mali Riots After Police Officer Kills 18-year-old BBC Africa (2020) <https://www.bbc.com/news/topics/cq23pdgvrqwt/mali> Accès le 12 juin 2020.

51 Shradha Pokharel: Nepal's Summer of Discontent: Young Protesters in Nepal Say "Enough is Enough" as the Government Struggles in its Fight Against COVID-19. *The Diplomat* (2020) <https://thediplomat.com/2020/06/nepals-summer-of-discontent/> Accès le 3 juillet 2020.

52 Insecurity Insight: Attacks on Health Care During The COVID-19 Response January and May 2020 (2020) <http://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2020/06/2020-Jan-May-Fact-Sheet-COVID-19-and-Conflict.pdf> Accès le 4 juillet 2020.

- Les tentatives de réponse à la pandémie sont plus susceptibles de susciter des résistances lorsque les gens n'ont pas confiance en les autorités. Durant l'épidémie d'Ébola dans l'ouest de la RDC, les équipes et les infrastructures pour lutter contre le virus ont été agressées avec parfois des comportements violents. Les rumeurs disaient que la maladie avait été créée pour servir des intérêts politiques ; les fournisseurs de soins de santé privés locaux ont vu leur chiffre d'affaires baisser directement à cause des fournisseurs externes qui proposaient gratuitement des soins médicaux et des médicaments ; et l'impression générale était qu'Ébola avait été apportée par des étrangers ⁵³.

L'augmentation des crimes et de la violence opportuniste

- Les organisations violentes peuvent attirer des personnes qui cherchent un revenu et un soutien immédiat, et les réseaux criminels peuvent utiliser l'instabilité pour recruter de nouveaux membres et étendre leurs activités. En Amérique centrale, l'augmentation de la violence des gangs semble liée aux restrictions des activités criminelles et à une concurrence accrue sur un marché qui se réduit ⁵⁴.
- La violence des foules et la violence spontanée par des groupes non armés ou avec des armes rudimentaires ont augmenté depuis la pandémie. Il s'agit généralement d'attaques de foules contre les forces de l'état chargées de faire respecter les confinements et des attaques contre des personnels de santé et des personnes supposées contaminées par le virus ⁵⁵.

2.4 L'expérience et les capacités acquises durant les crises sanitaires précédentes

Comme nous l'avons vu ci-dessus, l'impact sanitaire et socioéconomique a des conséquences importantes sur les conflits, la violence et la confiance. Ces dynamiques ont à leur tour un impact important sur l'efficacité des approches pour contenir le virus et en atténuer les conséquences. Même s'il est possible de constater déjà clairement certaines de ces interactions dès les premiers signes de l'impact du virus COVID-19, il est possible de tirer des leçons importantes de la crise du virus Ébola en Afrique de l'Ouest (2014-2016) et en République démocratique du Congo (2018-2020) ⁵⁶.

► Encadré 3. Les leçons de l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest et en RDC (2014-2016)

Les principaux problèmes rencontrés lors de la réponse à Ébola :

- L'une des principales raisons de la dissémination rapide de la maladie a été la **profonde méfiance vis-à-vis du gouvernement, des forces de sécurité et du personnel de santé**. Il s'agit de pays qui viennent de sortir d'une guerre civile et d'une crise politique, et les relations au sein des communautés et entre communautés étaient encore fragiles ⁵⁷.
- Les **informations** fournies à la population par le gouvernement ou par les réseaux sociaux, **étaient souvent contradictoires**, ce qui a amplifié les sentiments de méfiance vis-à-vis des institutions de l'état et des agences humanitaires ⁵⁸.

53 Interpeace : Cartographie des acteurs engagés positivement ou négativement dans la lutte contre la maladie à virus Ébola (MVE) Document interne Interpeace (2019).

54 The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED): Central America and COVID-19: The Pandemic's Impact on Gang Violence (ACLED, 2020) <https://acleddata.com/2020/05/29/central-america-and-covid-19-the-pandemics-impact-on-gang-violence/> Accès le 4 juillet 2020.

55 The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED): COVID-19 Disorder Tracker Spotlight: Mob Violence. <https://acleddata.com/2020/05/21/cdt-spotlight-mob-violence/> Accès le 4 juillet 2020.

56 Michael R. Snyder, 'DRC'S Success in Containing Ebola Serves As Lesson To Countries Battling COVID-19 - Democratic Republic Of The Congo' (ReliefWeb, 2020) <<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/drc-s-success-containing-ebola-serves-lesson-countries-battling>> Accès le 8 juillet 2020.

57 Janet Adama Mohammed: The Role of Community Peacebuilders in a Pandemic: What We Learnt from the Ebola Crisis (Conciliation Resources, 2020) <http://www.c-r.org/news-and-insight/role-community-peacebuilders-pandemic-what-we-learnt-ebola-crisis> Accès le 12 juin 2020.

58 *Ibid*

► **Encadré 3. (suite)**

- **Les suspicions vis-à-vis des autorités ont réduit de façon significative l'efficacité des réponses nationales et internationales** ⁵⁹.
- **C'est la mobilisation des ressources pour répondre à Ebola** qui a provoqué le plus de tensions au sein des communautés. Le soutien se concentrait inévitablement sur les survivants d'Ebola et le personnel de santé, alors que l'épidémie avait eu un impact sur tout le monde ⁶⁰.
- En République démocratique du Congo, l'essentiel des résistances aux mesures a provoqué un affaiblissement des dirigeants locaux impliqués dans la lutte contre Ebola qui cherchaient à persuader les membres des communautés de l'importance de cette épidémie. Il faut donc souligner la nécessité de développer les capacités de médiation et de négociation des leaders de la communauté ⁶¹.

Les solutions qui ont amélioré de façon significative l'efficacité de la réponse :

L'Afrique de l'Ouest a adopté des réponses locales pour lutter contre l'épidémie. La collaboration avec les artisans de la paix locaux et des membres respectés et fiables des communautés, a créé le bon environnement pour que les populations locales commencent à y croire et à collaborer avec le personnel de santé et les institutions publiques.

Dans la République du Congo, Interpeace a favorisé le dialogue avec la population, la société civile, les équipes chargées de la lutte contre la maladie, et les autorités, pour renforcer la confiance et la coordination et veiller à ce que les mesures prises pour lutter contre la pandémie tiennent compte de la situation locale. L'accent, notamment, a été mis sur l'utilisation des capacités de résilience existantes et des structures locales de dialogue, pour veiller à ce que les acteurs impliqués dans la réponse comprennent l'impact réel et potentiel de leurs interventions, la façon dont ils pouvaient être perçus ou le renforcement des dynamiques de conflit et de pouvoir ⁶².

Les artisans de la paix locaux ont joué un rôle important. Dans les régions frontalières de la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et le Sierre Leone, les structures locales de consolidation de la paix – lorsque les réseaux comprenaient des membres respectés et fiables de la communauté – sont devenues un pont essentiel entre les communautés et le personnel de santé, les organisations humanitaires et les institutions de l'état ⁶³. Les séances de dialogue ont également permis aux gens qui n'étaient pas reconnus comme des victimes directes d'avoir un espace de parole sur les souffrances collectives de la communauté et de la nation, ce qui a contribué au maintien de la cohésion sociale ⁶⁴.

Un des enseignements essentiels qui ont été tirés de l'expérience Ebola est l'importance de la **diffusion d'informations claires** sur la maladie et la façon dont elle se répand, et de la mise en place proactive de moyens pour prévenir et réfuter les rumeurs, notamment dans les zones isolées.

Les acteurs locaux ont inventé et adopté des micro-solutions pour ralentir la progression du virus. Le seau Veronica, par exemple, un récipient de la taille d'une poubelle avec un robinet attaché et un bol pour recueillir les eaux usées a permis aux gens de laver leurs mains sans eau courante. De nouveau, ce seau réapparaît à l'extérieur des bureaux et des centres commerciaux et dans les villages et les bidonvilles de toute l'Afrique de l'Ouest ⁶⁵.

59 Interpeace : «Cartographie des acteurs engagés positivement ou négativement dans la lutte contre la maladie à virus Ebola.

60 Mohammed, *op. cit.*

61 Interpeace : Cartographie des acteurs engagés positivement ou négativement dans la lutte contre la maladie à virus Ebola.

62 *Ibid*

63 Mohammed, *op. cit.*

64 *Ibid*

65 David Pilling: Africa's Covid-19 Response is a Glimpse of how Things Could be Different *Financial Times* (2020) <https://www.ft.com/content/124dd4f4-8a0b-11ea-9dcb-fe6871f4145a>

► **Encadré 3. (suite)**

La principale leçon à tirer de la pandémie d'Ébola en Afrique et ailleurs dans le monde pour la pandémie de COVID-19 est **que les communautés et les professionnels de santé doivent partager leurs enseignements : il s'agit d'un aspect essentiel de la réponse humaine pour s'adapter aux maladies émergentes**. Pour toutes les maladies pour lesquelles il est important de mobiliser la communauté, « *les familles doivent penser comme les épidémiologistes, et les épidémiologistes penser comme les familles* » ⁶⁶.

Pour la République démocratique du Congo, la principale leçon a été que les stratégies de réponses mises en œuvre au niveau national doivent également prendre en compte les réalités sur le terrain et être sensibles aux dynamiques de conflit. Il a donc été essentiel de prendre en compte le contexte sécuritaire (et planifier une stratégie de résolution des conflits), le contexte politique (notamment pour empêcher que la réponse à la pandémie ne devienne l'otage d'une manipulation politique), le contexte économique (pour éviter une réponse qui provoque ou renforce des luttes économiques), et les conflits d'intérêts sociaux et culturels, ainsi que les spécificités des différentes zones sanitaires ⁶⁷.

Il est tout aussi nécessaire de souligner que des capacités significatives de réponse aux maladies ont été mises en place dans certaines zones de conflits à la suite des épidémies précédentes. Les paragraphes précédents se sont principalement concentrés sur les impacts négatifs et les facteurs de risque d'exacerbation des conflits et de la violence, mais tout n'est pas noir dans les pays touchés par des conflits.

Après avoir traversé l'épidémie d'Ébola, du VIH, et d'autres épidémies, plusieurs pays africains – dont beaucoup peuvent être considérés comme des pays touchés par des conflits – ont amélioré de façon significative leur capacité de réponse aux maladies. Même si les systèmes de santé restent faibles dans beaucoup d'endroits, les investissements des gouvernements nationaux, de l'Union africaine, et des initiatives internationales, ont développé des capacités importantes en matière de santé publique. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les gouvernements africains offrent des exemples de coopération internationale efficace. L'Union africaine a par exemple commencé tôt à renforcer sa coordination pour mettre en place une stratégie continentale ⁶⁸.

L'expérience africaine avec le VIH/SIDA et Ébola a également suscité des stratégies innovantes pour repérer, traiter, isoler et prendre soin des malades. Les pays ont commencé à s'adresser à leurs communautés pour communiquer sur les risques, et adopter des pratiques locales innovantes ⁶⁹. Les acteurs de la société civile africaine et le secteur privé forment des partenariats inédits pour lutter contre le coronavirus. Au Nigéria par exemple, la Coalition contre la pandémie de COVID-19 a rassemblé les banques locales pour mobiliser des ressources afin de contribuer à la protection sociale et à l'achat d'équipements de protection ⁷⁰.

En résumé, il est possible de tirer les grandes leçons de la façon dont les réponses passées et actuelles ont pris en compte les spécificités des zones de conflit. Notamment :

- S'appuyer sur les capacités existantes et penser à un autre niveau que l'état ;
- Reconnaître l'importance cruciale de la confiance et du renforcement de la confiance ou trouver des moyens alternatifs
- Investir dans des efforts de sensibilisation et de communication en les adaptant aux réalités locales.

66 Paul Richards: What Might Africa Teach the World? Covid-19 and Ebola Virus Disease Compared <https://oxfamblogs.org/fp2p/what-might-africa-teach-the-world-covid-19-and-ebola-virus-disease-compared/> Accès le 15 juin 2020.

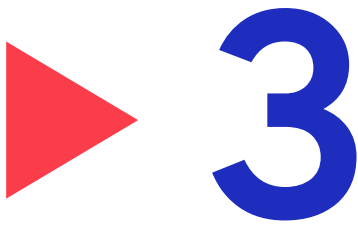
67 Interpeace : Cartographie des acteurs engagés positivement ou négativement dans la lutte contre la maladie à virus Ébola.

68 Matthew M. Kavanagh and others: Access to Lifesaving Medical Resources for African Countries: COVID-19 Testing and Response, Ethics, and Politics (2020) 395 *The Lancet* [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(20\)31093-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)31093-X/fulltext) Accès le 3 juillet 2020.

69 Organisation des Nations Unies : Note de synthèse : Les incidences de la COVID-19 en Afrique 2020 https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/les_incidences_de_la_covid-19_en_afrique.pdf Accès 20 septembre 2020.

70 *Ibid*





Recommandations pour des réponses efficaces, prenant en compte les conflits, et qui contribuent à la paix

3.1 Envisager la crise multidimensionnelle avec une réponse multidimensionnelle

Il faut des réponses multidimensionnelles à une crise multidimensionnelle. Dans les zones de conflit, la pandémie ajoutera une couche supplémentaire de complexité à une situation déjà complexe. C'est bien plus qu'une crise de santé publique et socioéconomique. Les réponses doivent prendre en compte ces multiples dimensions, en se fondant sur une approche humaine et centrée sur l'emploi. Les réponses scientifiques pour maîtriser le virus et les réponses socioéconomiques, ainsi que les autres interventions sectorielles pertinentes, doivent être conçues en lien les unes avec les autres, tout en tenant compte des répercussions secondaires sur les autres dimensions et en maximisant les synergies entre les secteurs.

Les approches doivent être conçues en établissant une articulation entre humanitaire, développement et consolidation de la paix. Outre la coopération entre les secteurs, il faut rassembler les interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Les acteurs nationaux et leurs partenaires internationaux qui interviennent pour réduire les risques pour la santé, l'économie et le social, et pour consolider la paix durant la pandémie, doivent coopérer pour atteindre les résultats souhaités.

Pour les Nations Unies, cette crise est une opportunité de mettre en pratique la [Nouvelle façon de travailler](#) qui met l'accent sur le contexte inter-agences et l'analyse des risques, la planification collaborative de la réponse et l'obtention de résultats collectifs ⁷¹. Cependant, les réponses devront aller plus loin que la coopération entre les agences internationales. Elles devront directement travailler avec les acteurs locaux pour mieux comprendre les capacités et les besoins locaux, et veiller à ce que ces acteurs locaux jouent un rôle déterminant pour répondre aux besoins, qu'ils soient humanitaires, liés au développement ou à la paix.

Toutes les approches doivent intégrer les jeunes et les femmes. Toutes les interventions doivent prendre en compte les femmes et les jeunes, conformément à la Résolution 1325 des Nations Unies sur Les femmes, la paix et la sécurité, et la résolution 2250 sur Les jeunes, la paix et la sécurité ⁷².

⁷² Gender Action for Peace and Security (GAPS): Call to Action: Now and the Future, COVID-19 and Gender Equality, Global Peace and Security (2020) <https://gaps-uk.org/covid-19-and-gender-equality-global-peace-and-security/> Accès le 1 juillet 2020

► **Encadré 4. Les femmes, la paix et la sécurité, et la réponse au virus COVID-19**^{73,74,75,76,77}

Alors que nous célébrons le 20^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, l'agenda concernant Les femmes, la paix et la sécurité, qui recueille de plus en plus de soutiens depuis deux décennies, sert de boussole pour traverser cette pandémie. Cette approche axée sur l'être humain vis-à-vis des menaces sur la sécurité, est plus pertinente que jamais. D'un point de vue pragmatique, l'analyse de la situation en fonction des sexes, l'utilisation systématique de données désagrégées en fonction du sexe, et la prise en considération des questions d'égalité hommes femmes s'avèrent des outils indispensables pour établir une image globale de la pandémie du COVID-19 et concevoir des réponses efficaces.

Dans les zones de conflits, les femmes militantes, suivant l'appel de l'agenda concernant les femmes, la paix et la sécurité, qui les invite à participer aux efforts de consolidation de la paix, utilisent leurs réseaux et leur influence pour prévenir et combattre le virus dans les zones de conflit. Dans les camps de réfugiés en Ouganda, les femmes Sud soudanaises médiatrices modifient leurs activités de résolution des conflits quotidiens pour informer les personnes déplacées des risques du coronavirus et de la façon de prévenir les infections ⁷⁸. Le réseau libyen des femmes pour la consolidation de la paix, créé il y a un an pour influencer les organes de décision dominés par les hommes, s'est lancé dans des activités de sensibilisation et a commencé à produire des équipements de protection pour le personnel de santé ⁷⁹.

Cependant, cet engagement de la base ne s'accompagne pas d'une implication absolument essentielle des femmes dans les prises de décisions de haut niveau, pour les questions de santé comme pour les questions de paix et de sécurité. Dans un petit nombre de pays seulement, on a vu apparaître une gestion de la crise efficace et décisive par des femmes leaders. Les femmes sont encore sous-représentées dans les rôles décisionnels pour combattre la pandémie, il y a moins de 20 pour cent de femmes ministres de la santé, et seulement 25 pour cent de femmes dans des postes haut placés des agences de santé ⁸⁰.

Il faut encourager les femmes et les jeunes filles à jouer un rôle majeur dans les prises de décision sur les réponses au virus COVID-19 afin que leurs droits et leurs besoins soient respectés et éviter d'aggraver les inégalités entre les femmes et les hommes dans les zones de conflit.

73 Ibid.

74 Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : COVID-19 : Au cœur du programme pour les femmes, la paix et la sécurité (2020) https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_175694.htm Accès le 20 septembre 2020

75 ONU Femmes, Thania Paffenholz and others: Faire en sorte que les femmes comptent: ne pas simplement les compter. Évaluation de l'inclusion et de l'influence des femmes dans les négociations de paix (Inclusive Peace and Transition Initiative [The Graduate Institute of International and Development Studies] ; 2016: <https://www.inclusivepeace.org/sites/default/files/IPTI-ONU-Femmes-Faire-Que-Les-Femmes-Comptent.pdf> Accès 20 septembre 2020.

76 Secrétaire général des Nations Unies : Remarques du secrétaire général adjoint à la réunion virtuelle de haut niveau : L'impact des femmes leaders dans la lutte contre la pandémie de la COVID-19 (2020) ; en anglais <https://www.un.org/sg/en/content/dsg/statement/2020-06-05/deputy-secretary-generals-remarks-the-virtual-high-level-meeting-the-impact-women-leaders-are-having-the-fight-against-the-covid-19-pandemic-prepared-for-delivery> Accès le 20 septembre 2020

77 ONU Femmes : Women, Peace and Security, and COVID-19 in Asia-Pacific, (ONU Femmes Asie Pacifique) <https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/03/women-peace-and-security-and-covid-19-in-asia-pacific#view> Accès le 20 septembre 2020.

78 ONU Femmes: Women Peace Mediators Become Key Actors on the Front Lines of COVID-19 Prevention in Refugee Settlements in Uganda (2020) <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/6/feature-women-mediators-during-covid-19-in-refugee-settlements> Accès le 21 septembre 2020

79 ONU Femmes: Connected by Their Phones, Women Peacebuilders Lead COVID-19 Prevention Efforts Across Libya (2020) <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/6/feature-women-peacebuilders-lead-covid-19-prevention-efforts-across-libya> Accès le 27 juin 2020.

80 International Finance Corporation (IFC), 'Women's Leadership in Private Health Care' (IFC, 2020) <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/a062e443-5503-4e87-af07-593db1bed033/IFC+Women+Leaders+Healthcare_FinalWeb4.pdf?MOD=AJPERES&CVID=mCRI3Yb> Accès le 2 juillet 2020.

► Encadré 5. Autonomiser les jeunes dans les réponses à la pandémie de COVID-19

Les risques sanitaires liés à la pandémie de COVID-19 semblent augmenter avec l'âge. Et pourtant, les conséquences socioéconomiques de la pandémie touchent de façon disproportionnée les jeunes, et cette situation est encore accentuée pour un ou une jeune sur quatre qui vivent dans des zones de conflit ⁸¹. Le nombre de jeunes vivant dans la pauvreté est disproportionné, ils connaissent des difficultés pour gagner leur vie en raison des restrictions imposées à l'économie informelle, de l'augmentation des taux de chômage, des entraves à l'entrée du marché du travail, et de la précarité du travail.

En outre, la fermeture des écoles peut inverser les progrès réalisés dans l'accès à l'éducation, aggraver les inégalités en matière d'éducation et aboutir à des violences domestiques et des violences sexuelles, ainsi que des grossesses prématurées. On trouve parmi les conséquences les plus négatives de la pandémie son impact sur la santé psychosociale, mentale et sur le bien-être des jeunes. La création d'obstacles qui empêchent les jeunes de passer à une vie d'adulte, qui dépend souvent de facteurs comme l'accès à l'éducation, à un emploi ou à des moyens indépendants de gagner leur vie, de la terre ou un logement indépendant, du mariage et/ou du fait d'avoir des enfants ⁸².

Comme les jeunes semblent un groupe à plus faible risque relativement du point de vue de la santé, ils jouent un rôle crucial dans les réponses immédiates à la pandémie. Les gouvernements nationaux et les partenaires internationaux devraient donc éviter d'exacerber l'exclusion des jeunes et chercher au contraire activement à les inclure et à les autonomiser dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19.

Dans des pays comme le Cameroun, Haïti, le Sud Soudan, et la Syrie, des jeunes ont conçu des moyens innovants pour réduire la propagation du virus, en répondant aux informations erronées sur les réseaux sociaux, en sensibilisant aux risques sanitaires, en produisant et distribuant du matériel de protection comme du désinfectant pour les mains et des masques ⁸³. Les réponses officielles devraient s'appuyer sur ces initiatives positives élaborées par des jeunes et les développer, les inclure dans toutes les phases de programmation, et dans l'élaboration de réponses politiques nationales et internationales pour lutter contre les conséquences de la pandémie, et notamment son impact socioéconomique.

Après la pandémie de COVID-19, la reprise et la reconstruction ne devraient pas seulement être sensibles aux préoccupations immédiates des jeunes en matière de paix et de sécurité, elles devraient être conçues en adoptant une vision jeune pour reconstruire en mieux pour les générations futures ⁸⁴.

81 Secrétaire général des Nations Unies : Remarques du secrétaire général à la réunion virtuelle du Conseil de sécurité sur le maintien de la paix et de la sécurité internationale : les jeunes, la paix et la sécurité (2020)

82 UNFPA et BACP : Graeme Simpson: Les absents de la paix, étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité (2018) <https://www.youth4peace.info/system/files/2018-10/youth-web-french.pdf> Accès le 29 septembre 2020.

83 Jayathma Wickramanayake: Meet 10 Young People Fighting COVID-19 1st Edition <https://medium.com/@jayathmadw/meet-10-young-people-leading-the-covid-19-response-in-their-communities-685a0829bba8> Accès le 12 juin 2020.

84 Réseau inter-agences des Nations Unies pour le développement des jeunes (ONU IANYD) : Statement on COVID-19 and Youth (2020) <https://www.youth4peace.info/system/files/2020-04/IANYD%20Statement%20on%20COVID-19%20and%20Youth%20FINAL.pdf> Accès le 6 juillet 2020

Les aspects de gouvernance ne doivent pas être négligés dans une approche multidimensionnelle. Les interventions en matière de santé ou d'économie sociale s'inscrivent dans un contexte sociopolitique plus large. Les droits civils comme la liberté de réunion ont été réduits – dans la plupart des cas de façon temporaire et pour une bonne raison. Mais dans certains cas, la pandémie sert de prétexte pour réduire l'espace civil de façon disproportionnée ou plus permanente, ou pour faire avancer des agendas politiques spécifiques. Les réponses sanitaires et socioéconomiques peuvent également servir des objectifs politiques, notamment en soutenant des alliés politiques ou en orientant des contrats pour certains produits de santé vers des alliés politiques.

Les acteurs diplomatiques ont un rôle important à jouer pour mettre à l'ordre du jour ces problèmes de gouvernance, dans le cadre de la réponse internationale. Les acteurs locaux, comme la société civile et les défenseurs des droits du travail peuvent (être aidés pour) plaider en faveur du maintien des droits civils ⁸⁵.

Une crise multidimensionnelle a des implications sur toute la gamme de compétences et d'expertise nécessaires pour la réponse. Même si l'origine de la crise est une urgence sanitaire, les organismes officiels chargés de la planification de la réponse ne doivent pas seulement comporter des médecins et des spécialistes de la santé publique. Ils devraient impliquer du personnel non médical, comme des spécialistes en ressources humaines, des anthropologues, des juristes, des économistes et des spécialistes de la communication, ainsi que d'autres expertises sectorielles qui reflètent l'étendue et la diversité des secteurs pris en compte pour la planification de la réponse.

3.2 Engager des approches programmatiques et des politiques personnalisées tenant compte des séquelles du conflit et de la paix

Les agences nationales et internationales doivent investir dans des capacités permettant d'analyser l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'ensemble du contexte, y compris la dynamique des conflits. En dépit d'énormes efforts pour progresser dans la connaissance scientifique du virus, des incertitudes considérables demeurent au sujet de sa propagation, des effets des mesures d'atténuation, et de l'étendue et de la portée de son impact économique et social. En raison de cette imprévisibilité, les agences devront améliorer leurs capacités de suivi continu du contexte, en tenant compte des nouvelles évolutions du virus COVID-19, et créer des scénarios sur son impact possible.

⁸⁵ Voir un exemple d'Inde, parmi d'autres, où la situation liée à la pandémie de COVID-19 a conduit à une détérioration des droits du travail : Roli Srivastava and Anuradha Nagaraj : 'Workers' Rights at Risk as Indian Labour Laws Face Post-Lockdown Challenge Reuters (2020) <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-india-workers-trfn/workers-rights-at-risk-as-indian-labour-laws-face-post-lockdown-challenge-idUSKBN22P00H> Accès le 22 mai 2020.

► Encadré 6. Des repères pour l'analyse des conflits

La propagation rapide du virus et ses effets sur les opérations impliquent que le temps sera peut-être limité pour réaliser des analyses complètes du contexte ou du conflit. Des efforts réduits peuvent cependant rapidement produire des analyses suffisantes du conflit :

- Il est possible de mener des évaluations rapides pour détecter l'impact précoce de la pandémie ;
- Les analyses préalables du contexte et du conflit peuvent être actualisées à partir des premières observations de la pandémie ;
- Une approche multidimensionnelle et participative sera nécessaire pour appréhender la variété d'impacts potentiels et des risques.

On trouve parmi les éléments particulièrement importants dans le contexte de la pandémie de COVID-19 :

- Les inégalités, les griefs et le sentiment d'injustice sociale préexistants
- Les conséquences disproportionnées des stratégies de maîtrise de la pandémie et la vulnérabilité relative de certains groupes sociaux ;
- Les niveaux de confiance en les autorités et les principaux facteurs qui y contribuent ;
- La confiance entre différents groupes et les lignes de fracture de la société ;
- Les membres de la société en qui on a confiance et qui peuvent servir d'intermédiaires ;
- Les pratiques sociales et culturelles, notamment en lien avec les grands rassemblements (funérailles, mariages, etc.) ;
- Les élites, y compris les responsables politiques, et les acteurs non étatiques, dont l'objectif est de profiter de la situation ainsi que leurs stratégies (ex : les milices et les réseaux criminels).

Documents utiles :

- Groupes des Nations Unies pour le développement durable : *Conducting a Conflict and Development Analysis: guidance to conduct in-depth conflict analysis* ⁸⁶;
- OIT : *How to mainstream conflict sensitivity, social cohesion and peacebuilding in COVID-19 socioeconomic/labour-market assessments* ⁸⁷;
- Groupes des Nations Unies pour le développement durable : *Guidance Note on Conflict Sensitivity, Peacebuilding and Sustaining Peace* (à paraître) ;
- Recovery & Peacebuilding Assessment 2020, Conflict Sensitivity Guidance for RPBAs (à paraître) ⁸⁸

Les organisations nationales et internationales chargées des soins de santé, des moyens d'existence et du travail décent doivent, dans ce contexte de pandémie, toujours veiller à la sensibilité aux conflits dans leurs interventions. Être sensible aux conflits signifie faire attention – avant, durant et après les interventions – à l'impact de ces dernières sur les risques de conflit et la violence, et vice versa. Comme l'a montré ce document, les interventions techniques visant à contenir le virus ont une incidence sur les risques de conflit et de violence, à court terme et à long terme.

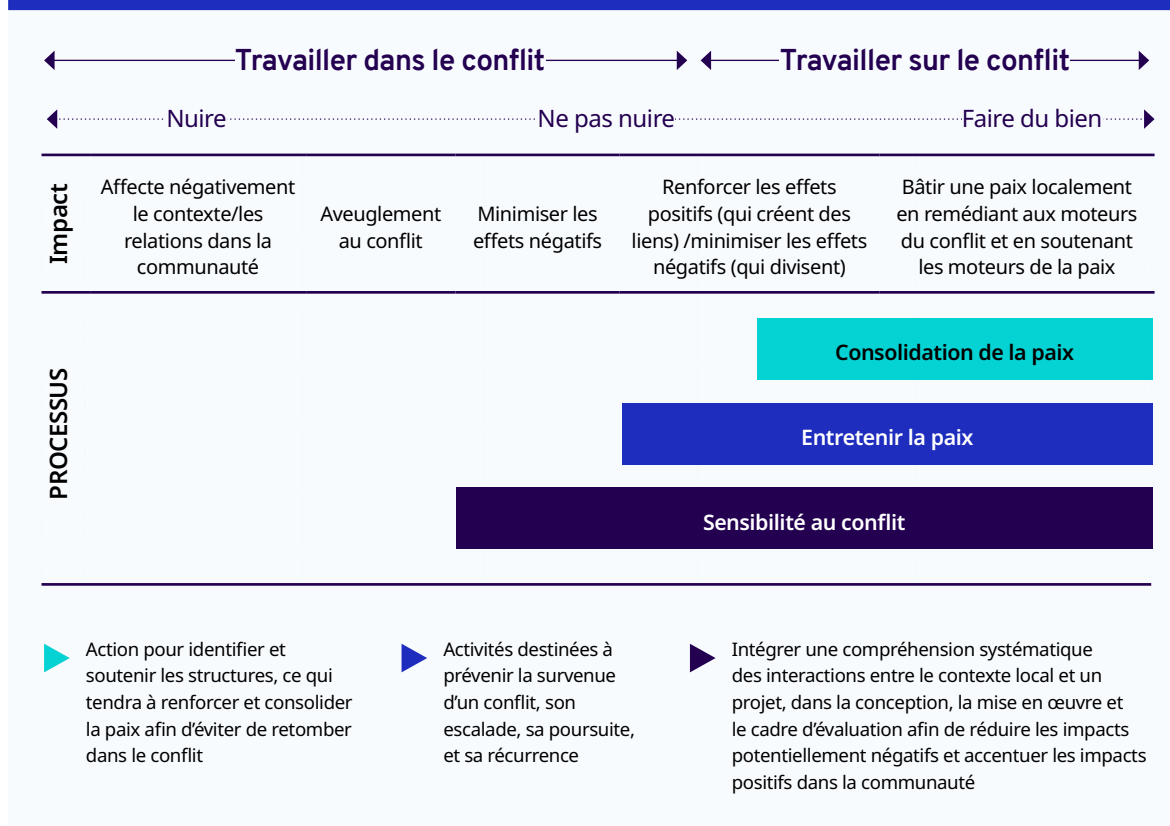
La sensibilité aux conflits est fondamentale et doit toujours exister lors des opérations dans tous les contextes dans lesquels l'un des facteurs peut être un conflit. Il faut d'abord minimiser les effets négatifs (ne pas nuire) avant de faire des efforts pour faire du bien, car ce bien peut être facilement sapé par l'absence de sensibilité aux conflits.

86 Groupe des Nations Unies pour le développement durable (UNSDG) : *Conducting a Conflict and Development Analysis Tool* (Nations Unies 2020) <https://unsdg.un.org/resources/conducting-conflict-and-development-analysis-tool> Accès le 25 mai 2020.

87 International Labour Organization (ILO), Annex 1 to the Guidance Note on Jobs for Peace and Resilience: A Response to COVID-19 in Fragile Contexts (ILO 2020) <https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/instructionalmaterial/wcms_742185.pdf> accessed 31 May 2020.

88 Phil Vernon, *Conflict Sensitivity Guidance for RPBAs* (Recovery & Peacebuilding Assessment 2020).

► **Figure 1. Palette des interventions dans des contextes de fragilité et de conflits**
(Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « Pathways to Sustaining Peace at the Food and Agriculture Organization of the United Nations »)



Des orientations sur la sensibilité aux conflits adaptées à des interventions spécifiques dans la programmation peuvent faciliter l'utilisation de ce programme par le personnel. L'OMS a souligné les étapes essentielles pour élaborer des interventions sensibles au conflit dans son récent document *Health and Peace Initiative (Initiative Santé et Paix)* qui sera suivi d'orientations opérationnelles sensibles aux conflits ⁸⁹. L'OIT a élaboré des orientations pratiques sur la sensibilité aux conflits durant la conception et la mise en œuvre des programmes fondées sur le travail décent dans son *Manuel : Comment concevoir, suivre et évaluer les résultats de consolidation de la paix dans le cadre des programmes d'emplois au service de la paix et de la résilience* (voir l'encadré 7) ⁹⁰.

⁸⁹ Organisation mondiale de la Santé (OMS) : Health and Peace Initiative (OMS 2020).

⁹⁰ Organisation internationale du Travail (OIT), *Manuel : Comment concevoir, suivre et évaluer les résultats de consolidation de la paix dans le cadre des programmes d'emplois au service de la paix et de la résilience* (1ère édition, OIT 2020) p. 3-18 https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/instructionalmaterial/wcms_732553.pdf Accès le 10 juin 2020

► **Encadré 7. Les repères sur la sensibilité aux conflits dans les interventions pour l'emploi**

Le manuel de l'OIT propose des orientations détaillées sur l'élaboration d'interventions en faveur de l'emploi qui soient sensibles aux conflits et à l'égalité entre les femmes et les hommes. Il suggère des questions à garder à l'esprit pour réduire les effets négatifs potentiels, notamment :

- Quels sont les risques potentiels impliqués dans le choix de certaines zones et de certains participants (origine ethnique, sexe, etc.) ?
- Quels sont les sources de division et les sources de tension entre les groupes, les sexes et les partenaires sociaux ? Entre les partenaires sociaux et la société civile ?
- Comment un projet peut-il avoir un impact sur les sources de division et de tension, notamment parmi les partenaires sociaux ?
- Qui bénéficiera des ressources distribuées tout au long du programme ?
- Quelle incidence aura le projet sur les relations entre les femmes et les hommes ?
- Quelles sont les options pour adapter le programme afin qu'il ne nuise pas, notamment aux groupes exclus ?
- Quelle est l'importance relative des règles formelles et informelles qui régissent le fonctionnement de l'état et de la société ? Dans quelle mesure cela a-t-il une incidence sur les relations entre les femmes et les hommes ⁹¹ ?

L'un des aspects importants et délicats de la sensibilité aux conflits est le choix des partenaires et de ceux qui bénéficient du programme, par exemple les administrations locales ou les organisations de la société civile, et le choix des bénéficiaires ultimes de l'intervention au niveau de l'emploi. Le ciblage devrait empêcher que le projet ne soit perçu comme favorisant un groupe ou une région sur une autre, ou comme manquant de transparence. Les constatations relatives au contexte et à l'analyse des conflits devraient servir à la sélection des partenaires et des bénéficiaires. Des critères d'éligibilité au programme sans ambiguïté et communiqués clairement contribueront à éviter les malentendus et les tensions.

Voici certaines questions importantes à poser pour contribuer à cibler les décisions :

- Dans quelle mesure le chômage ou le sous-emploi et le déficit en emplois décents affectent-ils des groupes antagonistes de la société ?
- Quelle est l'importance de l'âge, du sexe, du déplacement, de l'origine ethnique, de la religion, du lieu géographique, des handicaps, etc. pour accéder à un emploi ou à un travail décent ?
- Quelles sont les implications différentes et les implications communes pour la communauté qui héberge/les réfugiés/les personnes déplacées et les migrants, désagrégées en fonction du sexe ?
- Quelle est l'implication spécifique pour les femmes dans le conflit ?
- Quel est le rôle des organisations de travailleurs et d'employeurs ? (Manuel de l'OIT, p. 16) ⁹²

Passer de la sensibilité au conflit à une approche contribuant à la paix (Voir l'encadré 8) ⁹³. L'approche de soutien à la paix exige des acteurs de l'humanitaire, du développement, de la stabilisation, des droits de l'homme et de la paix qu'ils travaillent de façon transversale entre les secteurs pour aboutir à une paix créée localement. Il est important de garder cet impératif et de poursuivre le chemin vers sa mise en œuvre, sur lequel la plupart des agences se sont embarquées. Cela implique d'identifier, en suivant les étapes décrites ci-dessus, comment la santé, l'emploi et le travail décent, et d'autres interventions techniques primaires peuvent également contribuer à la paix, par exemple en renforçant les relations entre les groupes ou avec des processus de gouvernance participative.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² *Ibid.*

⁹³ Interpeace: Peace Responsiveness, *op. cit.*

Ces opportunités d'encourager la résilience et la paix existent souvent dans des situations de crise, mais elles exigent une analyse intentionnelle et la conception d'un programme. Les approches sensibles aux conflits et contribuant à la paix sont essentielles pour l'efficacité immédiate des mesures destinées à pallier l'impact sanitaire et socioéconomique de la pandémie dans les contextes de conflit. Elles sont également nécessaires pour construire une résilience sur le long terme et mieux reconstruire en renforçant la résilience, dans une perspective de moyens d'existence et de paix. Comme nous le soulignons plus bas, il est essentiel de travailler avec les acteurs locaux au sein de partenariats⁹⁴ qui ont du sens pour mettre en place des réponses dirigées localement pour atteindre cet objectif.

Pour garantir la sensibilité aux conflits et la prise en compte de la paix, il est nécessaire d'avoir un engagement au plus haut niveau et l'implication de ressources humaines spécialisées et des moyens financiers. Les engagements politiques de haut niveau doivent s'accompagner d'orientations précises et d'un soutien institutionnel fort. La sensibilité aux conflits et les approches contribuant à la paix doivent être assurées aux niveaux politique, institutionnel et au niveau du projet. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19 tout spécialement, les questions opérationnelles liées au choix des partenaires et au ciblage des bénéficiaires deviennent particulièrement prégnantes.

► Encadré 8. L'approche contribuant à la paix - définition

Le concept d'**approche contribuant à la paix**⁹⁵ fait référence à la capacité des acteurs qui interviennent dans des zones de conflits ou de fragilité à concevoir et mettre en œuvre délibérément des résultats qui contribuent à la paix grâce à leur programmation, quel que soit le domaine spécifique dans lequel ils travaillent, conformément à leur mandat.

La programmation de l'approche contribuant à la paix remédie explicitement aux facteurs de conflit ou renforce les facteurs de paix de façon à améliorer l'impact collectif, soutenir le changement initié au niveau local, renforcer la résilience au conflit et à la violence, et finalement contribuer à une paix durable. La programmation de l'approche contribuant à la paix, en plus de son impact sur la paix, bénéficiera également à l'efficacité et à la durabilité des interventions techniques et à leurs résultats attendus en matière de développement (en termes de sécurité alimentaire, de travail décent, de moyens de subsistance ou de santé, par exemple).

3.3 Utiliser la crise de la pandémie de COVID-19 comme une opportunité pour passer vraiment aux réponses dirigées au niveau local

Réussir à juguler la pandémie dans des zones de conflit dépendra très largement des réponses spécifiques au contexte, et fondées sur des réponses locales ; il est donc essentiel d'avoir une direction locale efficace. Il sera nécessaire de mettre en place une complémentarité forte entre les acteurs internationaux, nationaux et locaux, avec leurs ressources, leurs capacités, leurs accès et leur ingéniosité respectives.

Développer la composante locale de la réponse humanitaire est au cœur des engagements récents, comme l'a souligné le Sommet humanitaire mondial de 2016, et l'ont repris le Programme d'action pour l'humanité (2016), le Grand Bargain (2016) et le Pacte pour le changement (2015)⁹⁶. Peu de progrès ont pourtant été réalisés dans sa mise en œuvre, même avant la pandémie⁹⁷.

94 Interpeace: How Humanitarian Response Can Strengthen Resilience to Violent Conflict and End Need Insights and Recommendations (2020) http://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2016/05/Interpeace_Case_Study_Format_Insights_200516-v3.pdf Accès le 10 juin 2020.

95 Interpeace, 'Peace Responsiveness,' *op. cit.*

96 Interpeace: *Mapping Incentives in the Humanitarian System for Conflict Sensitive and Peace Responsive Action* (2020) – à paraître.

97 *Ibid.*

Pour préparer le Sommet humanitaire mondial, Interpeace a mené des recherches sur trois contextes et diffusé des recommandations sur la façon de progresser vers des partenariats significatifs entre les acteurs internationaux et les acteurs locaux afin d'améliorer l'efficacité des interventions et les capacités locales de résilience à des conflits violents. Ce travail destiné à faciliter l'appropriation locale est désormais plus pertinent que jamais ⁹⁸.

La pandémie de COVID-19 peut faire progresser l'agenda du retour au local, et l'intégrer de façon plus centrale dans l'articulation plus vaste entre l'humanitaire, le développement, et la paix. La nécessité d'avoir des réponses dirigées au niveau local est claire, notamment en raison des limitations opérationnelles auxquelles sont confrontés les acteurs internationaux – et même nationaux – avec les mesures pour endiguer la maladie.

La pandémie représente donc une étape cruciale pour l'agenda de la localisation : soit elle engendrera des changements durables sur les modes opératoires et la dynamique du pouvoir de l'assistance internationale, soit elle se contentera d'autonomiser temporairement les acteurs locaux jusqu'à la disparition des effets de la pandémie. Pour passer à une « autonomisation » temporaire, au transfert du risque aux acteurs locaux, il convient d'intégrer plusieurs considérations essentielles dans la réponse internationale :

- ▶ **Une augmentation du financement et un rôle élargi dans les prises de décision** : les acteurs locaux auront besoin de plus de fonds pour jouer un rôle primordial dans les organes décisionnels et de coordination. Décentraliser le processus de répartition des ressources peut contribuer à la localisation des financements.
- ▶ **Gérer conjointement les risques** : au lieu de simplement transférer les risques aux acteurs locaux qui sont en première ligne pour fournir l'assistance, la sécurité et la chaîne d'approvisionnement, et les risques institutionnels doivent être partagés entre les acteurs internationaux et les acteurs locaux. Les acteurs locaux ont besoin de pouvoir gérer les risques de façon appropriée, et de recevoir des ressources pour le faire efficacement.
- ▶ **Veiller à la souplesse programmatique et financière** : pour adapter les programmes et les priorités aux réalités locales, il faut de la souplesse dans les programmes et au niveau financier – dépasser les cadres et les budgets sur des projets à court terme, qui renforcent la spirale du non durable pour les acteurs locaux. Les acteurs nationaux et internationaux doivent saisir cette opportunité – alors que toutes les opérations sur le terrain ont été bouleversées – pour adapter les programmes et les budgets afin que la programmation réponde vraiment à la situation actuelle et aux priorités définies au niveau local.
- ▶ **Adapter les mécanismes de responsabilisation** : les acteurs internationaux et locaux peuvent élaborer ensemble des mécanismes de responsabilisation, en mettant sur un pied d'égalité les exigences des donateurs, des chefs de projet et des acteurs locaux. La pandémie a conduit les donateurs à accorder une marge de manœuvre significative sur la mise en œuvre des financements, pour tenir compte des conditions extraordinaires dans lesquelles le système d'assistance internationale doit fonctionner. Cela crée une opportunité pour que ces mécanismes se fondent plus largement sur l'apprentissage et la confiance.
- ▶ **Développer les capacités et fournir un accompagnement** : la localisation implique pour les acteurs internationaux un changement de rôle, qui passerait de la responsabilité de l'exécution des programmes à la facilitation de l'action dirigée localement. Cela signifie qu'il faut conjointement évaluer les capacités, les compétences et les outils supplémentaires dont les acteurs locaux ont besoin, et créer ensemble des stratégies de développement des capacités fondées sur les réalités et les besoins locaux.
- ▶ **Favoriser la planification à long terme** : la localisation ne concerne pas seulement les besoins humanitaires immédiats créés par la pandémie. Les acteurs locaux sont les mieux placés pour voir les opportunités permettant à des actions de court terme de créer les conditions pour mettre en place des transformations sur le long terme. Plutôt que de financer ces acteurs uniquement pour leur rôle dans l'action humanitaire, il faut prendre au sérieux leur vision à long terme et la soutenir.

⁹⁸ Interpeace: How Humanitarian Response Can Strengthen Resilience to Violent Conflict and End Need Insights and Recommendations (Interpeace 2020) http://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2016/05/Interpeace_Case_Study_Format_Insights_200516-v3.pdf
Accès le 10 juin 2020.

3.4 Adapter les approches programmatiques aux réalités et aux capacités locales

Concevoir des approches de maîtrise de la maladie qui reposent sur un équilibre prudent entre risques sanitaires et impact socioéconomique

Dans une situation d'urgence comme celle de la pandémie de COVID-19, les acteurs chargés de la réponse ont tendance à agir rapidement à partir de modèles qui ont été testés lors des crises précédentes et transformés en « bonnes pratiques » qui semblent applicables de façon universelle. L'expérience a pourtant montré que les solutions spécifiques au contexte qui utilisent les capacités existantes ont plus de probabilités de fonctionner. La trajectoire et l'impact du coronavirus dépendent de plusieurs facteurs, comme la démographie, le taux d'urbanisation, la mobilité des personnes, et le poids des maladies préexistantes. L'impact socioéconomique est quant à lui influencé par la part de l'économie informelle, l'importance des envois de fonds depuis l'étranger, et la dépendance aux échanges internationaux, entre autres facteurs. Face à cette diversité, il faut éviter les approches se fondant uniquement sur la répression. Dans chacun des contextes, il faut trouver un équilibre approprié, dans lequel les paramètres purement sanitaires ne sont pas les seuls à être pris en compte.

Investir dans des efforts de sensibilisation et de communication et les adapter aux réalités locales

Il faut faire très attention à la communication sur les mesures destinées à maîtriser le virus, dans les domaines sanitaires ou socioéconomiques. Les autorités publiques doivent communiquer de façon transparente sur les motivations à l'origine de ces mesures, la sélection des critères et des priorités, notamment par rapport à la disponibilité des lits dans les hôpitaux, des équipements personnels de protection, ou d'autres ressources essentielles (et plus tard, la disponibilité de traitements et de vaccins) du secteur de la santé, et également des mécanismes de protection sociale et de soutien aux moyens d'existence qui peuvent être mis en place.

Il faut éviter et réduire les malentendus au sujet du virus, au sujet des mesures pour maîtriser ce dernier et des programmes de soutien aux moyens d'existence. C'est particulièrement important dans les lieux où la confiance des communautés locales envers les institutions publiques est déjà réduite ou érodée.

Pour que les messages soient bien reçus, entendus et respectés, ils doivent être dans un langage compréhensible, et provenir de sources d'information auxquelles les communautés font confiance ⁹⁹. Il est donc essentiel de collaborer avec des intermédiaires de confiance, qui peuvent être des religieux, ou des chefs coutumiers, des bâtisseurs locaux de la paix, des organisations locales et d'autres groupes de la société civile, des autorités locales élues, et même des dirigeants syndicaux et des représentants des employeurs (voir l'encadré 10).

Réduire les inégalités ou éviter de les exacerber

Les réponses politiques doivent prendre en considération les groupes les plus vulnérables et ceux qui sont touchés de façon disproportionnée, pour remédier explicitement aux inégalités d'accès aux soins de santé ou de qualité des soins de santé. Elles doivent également accorder une attention spécifique aux groupes les plus touchés par l'impact socioéconomique de la pandémie. Parmi les mesures destinées à réduire l'impact sur l'économie informelle, on peut protéger la santé des travailleurs, veiller à la continuité des entreprises, stimuler la demande et soutenir l'emploi et les revenus tout en respectant les normes internationales du travail, par exemple, par des programmes de protection sociale d'urgence ^{100 101}.

Ces programmes peuvent représenter de véritables opportunités de remédier aux inégalités et de réduire les tensions. Par exemple, une allocation spéciale accordée à tous les ménages ou à ceux qui sont les plus touchés par les politiques de maîtrise du virus atténuerait l'impact socioéconomique négatif de la crise. Cela

99 Bhavya Dore: How Do You Translate a Pandemic? *The New Humanitarian* (2020) https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2020/06/23/Coronavirus-India-language-translation?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=875b288e0d-RSS_EMAIL_CAMPAIGN_ENGLISH_ASIA&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-875b288e0d-75570337 Accès le 3 juillet 2020.

100 Organisation internationale du Travail (OIT) : Normes de l'OIT et COVID-19 Questions fréquentes https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_norm/-normes/documents/publication/wcms_739938.pdf Accès le 23 septembre 2020.

101 OIT : Les conséquences du COVID-19 sur l'économie informelle en Afrique.

réduirait également les griefs liés aux mesures de confinement et à leur impact sur les moyens d'existence, ce qui améliorerait la façon de percevoir la réponse du gouvernement et la confiance dans les autorités (voir l'encadré 9) ¹⁰².

Il faut examiner avec attention l'impact des réponses politiques sur les inégalités et la façon dont elles sont perçues. Il faut une communication transparente sur les raisons d'adopter certaines mesures et les critères de ciblage. Pour autant, il faut éviter de stigmatiser certains groupes ou de cibler excessivement les victimes de certains groupes. Il convient de trouver un équilibre prudent pour avoir une approche équilibrée, une communication claire et un ciblage prudent (voir l'encadré 7).

► **Encadré 9. Considérations pour élargir la protection sociale afin d'atténuer l'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19**

Quasiment tous les pays et territoires dans le monde ont introduit ou renforcé des mesures de protection sociale pour réduire l'impact sanitaire et socioéconomique de la pandémie. Les réponses vont de la protection des revenus, aux indemnités de chômage et de maladie, à des primes spéciales pour le logement et des distributions de produits alimentaires. La plupart des mesures sont non contributives, et consistent en nouvelles allocations ou sont des adaptations de programmes préexistants.

Pour être efficaces dans les situations de conflit, les éléments de protection sociale destinés à répondre à la pandémie devraient être créés en respectant les considérations suivantes :

- **Les mesures de protection sociale doivent être conçues et mises en œuvre en tenant compte des conflits pour éviter de créer des tensions ou d'en rajouter.** Le choix des bénéficiaires des nouvelles aides ou de l'augmentation des aides doit se fonder sur des critères claires et équitables et sur une bonne compréhension des besoins et des attentes des communautés ciblées. Cela permettra de garantir que ces mesures n'excluent pas certains segments de la population, par exemple, les réfugiés, les personnes déplacées et les migrants. Lorsque c'est nécessaire, les gouvernements devraient déroger aux conditionnalités existantes pour rendre la protection sociale plus inclusive.
- Il peut s'avérer difficile d'atteindre les groupes vulnérables, comme les entrepreneurs indépendants et les travailleurs de l'économie informelle, notamment si les programmes de sécurité sociale existants n'ont qu'une couverture limitée et qu'il n'existe pas de base de données ni de registres. Dans ce cas, **une approche « universelle » de protection sociale couvrant tout le monde est préférable. Cette approche permettrait d'éviter les tensions et les discriminations perçues ou réelles, ce qui améliorerait la confiance et la légitimité des autorités.** Des stratégies innovantes doivent être élaborées pour que la protection sociale puisse être étendue aux personnes exclues des systèmes formels, grâce aux numéros de téléphone portable ou aux cartes d'identité par exemple.
- **Les transferts monétaires humanitaires financés par des donateurs et les organisations internationales devraient être alignés sur les systèmes de protection sociale existants et s'appuyer sur eux,** pour compléter la réponse nationale. Établir un lien entre la distribution humanitaire d'espèces et la protection sociale évite les doublons et la fragmentation des efforts, et contribue également à **créer les fondations d'une politique nationale élargie de protection sociale.** Comme la protection est étendue à des groupes non couverts auparavant, les mesures d'urgence introduites dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19 peuvent ensuite se transformer en un mécanisme de protection sociale plus durable fondé sur une répartition équitable des coûts entre les employeurs, le gouvernement et les travailleurs.

102 *Note :* pour être éligible aux transferts de protection sociale non contributifs, il n'est pas obligatoire pour le bénéficiaire et son employeur d'avoir versé auparavant une cotisation directe. Les programmes contributifs se fondent sur des cotisations versées par les bénéficiaires et leurs employeurs, comme par exemple les systèmes d'assurance sociale.

S'appuyer sur les capacités existantes et penser au-delà des institutions publiques

Lorsque la confiance dans les institutions est faible ou a été éprouvée par la pandémie, les gens peuvent être méfiants vis-à-vis des approches verticales utilisées par les gouvernements pour les informer sur la maladie et les mesures pour l'endiguer. Les méthodes participatives et la co-création sont essentielles pour encourager les approches locales, tout comme la nécessité de recourir à des intermédiaires en qui la population a confiance pour communiquer et sensibiliser au virus.

La résilience de la communauté est importante pour faire face à la pandémie, et doit être renforcée. Il est possible d'utiliser les plateformes de dialogue existantes ou de les adapter pour recueillir les préoccupations et les idées des communautés locales, du personnel de santé, des dirigeants civils et des chefs d'entreprise. Dans ces espaces créatifs, il est possible de concevoir des mécanismes localement appropriés, et des recommandations peuvent remonter vers les organes de coordination et de planification à un niveau supérieur. Les femmes et les jeunes doivent être explicitement inclus dans ces mécanismes. Des approches similaires ont été utilisées – et se sont avérées efficaces – durant la crise d'Ébola en Afrique de l'Ouest ¹⁰³.

Non seulement les mesures prises ainsi pour maîtriser l'épidémie sont plus facilement acceptées, mais cette approche se fonde aussi sur les enseignements tirés et les capacités créées durant les épidémies précédentes, et notamment sur les solutions au niveau local et les autres mécanismes innovants adaptés à la situation locale pour ralentir la progression du virus et remédier à ses conséquences.

Le dialogue social sur les questions d'intérêt commun relatives aux politiques économiques et sociales peut être utile pour faciliter l'inclusion de la communauté et obtenir un soutien aux efforts pour lutter contre la pandémie (voir l'encadré 10) ¹⁰⁴. En Afrique du Sud, par exemple, le Conseil national de développement économique et du travail, qui rassemble les travailleurs, les employeurs, le gouvernement et les représentants de la collectivité, a été saisi rapidement pour coordonner les mesures d'adaptation des lieux de travail, de protection sociale, de soutien aux entreprises et de prévention des discriminations ¹⁰⁵.

► Encadré 10. Recourir au dialogue social pour développer les réponses appropriées à la pandémie

Le dialogue social, défini par l'OIT, comprend tous types de négociations, consultation ou le simple échange d'informations entre les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, sur des questions d'intérêt commun liées aux politiques économiques et sociales.

Le groupe des travailleurs et celui des employeurs et des associations professionnelles – communément appelés les « partenaires sociaux » - jouent un rôle important dans la réponse à la pandémie de COVID-19. Ils plaident en faveur de la poursuite de l'activité économique et de la sécurité de revenus, et collaborent avec le gouvernement pour veiller à ce que les mesures de sécurité et de santé au travail soient adaptées aux nouveaux risques au travail, notamment dans les secteurs essentiels comme celui des soins de santé.

Les syndicats et les organisations d'employeurs et les associations professionnelles, peuvent utiliser leur capital de confiance, leurs réseaux et leur pouvoir fédérateur pour contribuer à la réponse à la crise. En tant que **sources d'informations de confiance pour leurs mandants respectifs**, ils peuvent transmettre des messages sur les mesures de lutte contre le virus et les autres mesures, lutter contre la prolifération des informations non fiables et finalement contribuer à réduire la propagation du virus. Quand les institutions de l'état sont faibles, que la population ne leur fait pas confiance, ou qu'elles sont absentes, des organisations d'employeurs et des syndicats respectées peuvent temporairement combler l'absence de gouvernance et agir en tant qu'« intermédiaires de confiance » dans des domaines essentiels pour apporter une réponse efficace à la crise.

¹⁰³ Mohammed : *op. cit.*

¹⁰⁴ Organisation Internationale du Travail (OIT) : Dialogue social (OIT, 2020) [https://www.ilo.org/ifpdial/areas-of-work/social-dialogue/lang--fr/index.htm\)%20%20a](https://www.ilo.org/ifpdial/areas-of-work/social-dialogue/lang--fr/index.htm)%20%20a) Accès le 25 septembre 2020

¹⁰⁵ Organisation Internationale du Travail (OIT) : Le rôle central du dialogue social pour faire face à la crise du COVID-19 (OIT 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---dialogue/documents/briefingnote/wcms_744409.pdf Accès le 25 septembre 2020.

► **Encadré 10. (suite)**

En agissant individuellement ou collectivement, **les partenaires sociaux ont montré leur capacité à réduire les tensions et prévenir les conflits violents** dans de nombreux contextes. Les syndicats et les organisations d'employeurs et les associations professionnelles rassemblent leurs mandants au-delà des lignes de fractures que sont l'origine ethnique et la langue, ils sont donc en bonne position pour servir d'intermédiaires entre des groupes en conflit. Au Kenya, dans le contexte des graves tensions électorales de ces 13 dernières années, les partenaires sociaux ont utilisé leur influence et leur stature pour prévenir l'escalade de la violence et remédier aux griefs des groupes opposés, notamment sur les lieux de travail.

Lorsque les partenaires sociaux ont fait preuve par le passé d'un engagement constructif – que ce soit dans un cadre bipartite ou tripartite avec la participation de ministres – **les mécanismes du dialogue social** ¹⁰⁶ **offrent une plateforme alternative pour discuter de la gestion de la crise.** Les partenaires sociaux devraient travailler ensemble de façon proactive, et proposer un terrain de négociation neutre permettant d'élaborer des réponses innovantes, adaptées localement et inclusives à la pandémie de COVID-19. Il est possible de mettre en place un dialogue social pour canaliser les mécontentements et les résistances aux efforts de lutte contre la maladie, et veiller à ce que les deux parties s'expriment de façon constructive et non violente pour améliorer la confiance dans les institutions.

Il faut s'efforcer d'inclure **les groupes exclus et vulnérables, comme les travailleurs de l'économie informelle, les femmes, les personnes déplacées et les réfugiés dans ces institutions et processus de dialogue social**, car ce sont les plus concernés par les stratégies de maîtrise du virus.

3.5 Utiliser et adapter les approches qui optimisent les retombées secondaires positives

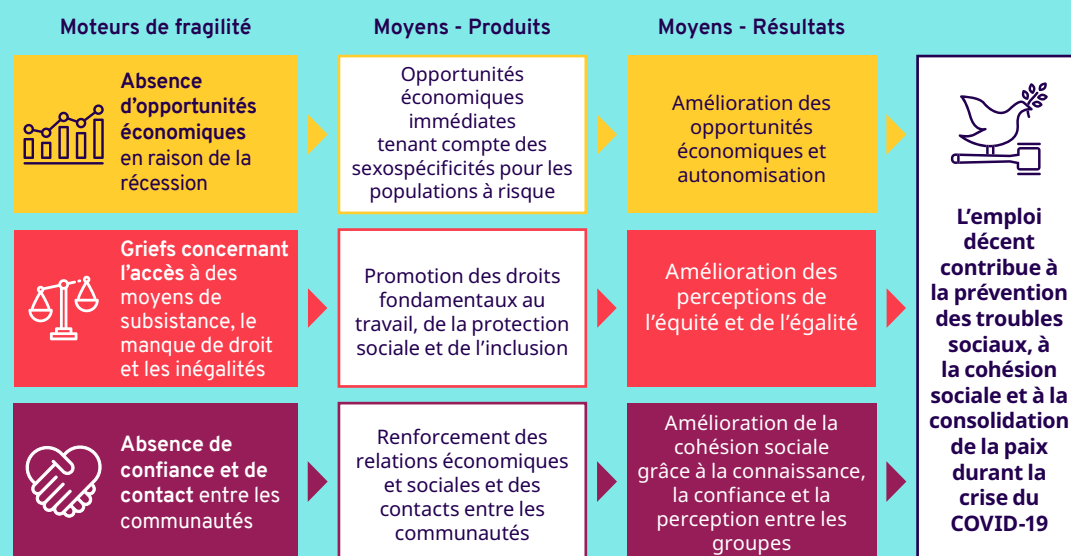
Les agences techniques qui travaillent dans les domaines de la santé, de l'emploi et du travail décent peuvent apporter des contributions précieuses pour réduire l'impact de la pandémie de COVID-19. L'OIT et l'OMS ont élaboré des stratégies permettant à leurs interventions techniques de contribuer potentiellement au maintien de la paix, avec l'Initiative Santé et paix de l'OMS, et le [Manuel de l'OIT](#). Si l'on considère les liens étroits qui existent entre la santé, l'impact socioéconomique et la dynamique des conflits, ce genre d'intervention peut avoir un effet multiplicateur au-delà des résultats techniques directs.

Les interventions en matière d'emploi et de travail décent peuvent avoir des répercussions secondaires sur le secteur de la santé, et vice versa. Mais elles peuvent aussi contribuer à la résilience des ménages, et potentiellement à la cohésion sociale et préserver la paix – lorsqu'elles sont conçues et mises en œuvre en étant sensible aux séquelles des conflits et avec des approches contribuant à la paix. Ces synergies potentielles peuvent émerger différemment selon les contextes. En pratique, cela exige, de la part du personnel chargé du programme, une analyse proactive de ces opportunités en fonction du contexte.

¹⁰⁶ Le dialogue social inclut tous types de négociation, de consultation, ou simplement d'échanges d'informations entre les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, sur des questions relatives à la politique économique et sociale présentant un intérêt commun. Il peut prendre la forme d'un processus tripartite auquel le gouvernement participe officiellement, ou de relations bipartites entre les travailleurs et les chefs d'entreprise (ou les syndicats et les organisations d'employeurs), où le gouvernement peut éventuellement intervenir indirectement (Organisation internationale du Travail : Dialogue social)

► **Encadré 11. Les différentes voies pour créer une paix durable : le Programme « Des emplois au service de la paix et de la résilience »**

Le programme « Des emplois au service de la paix et la résilience » qui a été lancé en 2016, sert à mettre en œuvre la [Recommandation n° 205](#) de l'OIT sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience. Cette recommandation aide les gouvernements, les organisations d'employeurs et les syndicats à faire face aux questions relatives au monde du travail dans des situations de crise. Elle souligne que les interventions techniques dans le domaine du monde du travail – par exemple la création d'emplois, le développement des compétences et le soutien aux entreprises - ont potentiellement la capacité de remédier à trois grands moteurs de conflit et de violence : l'absence de contacts positifs entre certains groupes et certaines personnes, le manque d'opportunités économiques et l'existence de griefs et d'un sentiment d'injustice. Grâce à divers moyens, ces interventions techniques peuvent contribuer à pérenniser la paix.



Ce programme œuvre à restaurer la paix et la résilience dans des sociétés grâce à quatre approches techniques qui peuvent s'appliquer individuellement ou en combinaison à des projets intégrés : (1) en fournissant la création d'emplois directs et la sécurité de revenus, grâce à des investissements à forte intensité d'emplois ; (2) en améliorant les compétences pour l'employabilité ; (3) en soutenant l'emploi indépendant, les entreprises et les coopératives ; et (4) en mettant en relation les offres et les demandes d'emploi grâce à des services de l'emploi. En plus de ses composantes techniques, ce programme comporte une approche de gouvernance fondée sur les droits pour renforcer les institutions, le dialogue social, et promouvoir les principes et droits fondamentaux au travail.

Les interventions en matière de santé, ou d'emploi et de travail décent ne contribuent pas automatiquement à restaurer la paix. Cependant, elles peuvent y contribuer i) si elles remédient à un facteur qui représente un moteur de conflit important dans un contexte donné, ii) si leur conception et leur mise en œuvre prennent en compte les éléments du conflit, et iii) et si elles sont adaptées aux réalités locales. L'OIT a élaboré une note d'orientation sur la façon d'adapter le programme des emplois au service de la paix et de la résilience à la programmation de la lutte contre la pandémie de COVID-19, grâce à des mesures à court et à long terme qui peuvent être adaptées aux particularités du contexte ¹⁰⁷.

¹⁰⁷ Organisation internationale du Travail (OIT) , 'Jobs for Peace and Resilience (JPR) a Response to COVID-19 in Fragile Contexts Key Recommendations from the JPR Task Team' (ILO, 2020) <https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/instructionalmaterial/wcms_742182.pdf> Accès le 28 mai 2020.

Avec des idées créatives, il est possible de concevoir ces mesures de façon à ce qu'elles aient, au-delà de leur contribution à l'amélioration des moyens d'existence, un effet positif sur le secteur de la santé ou la cohésion sociale. Voici quelques exemples :

- **Des investissements à forte intensité de main d'œuvre.** Des programmes de travaux publics d'urgence à court terme peuvent par exemple atténuer l'impact socioéconomique et même contribuer à la réponse sanitaire. Ils créent immédiatement des opportunités d'emploi pour les personnes les plus vulnérables, apportent une sécurité de revenus à court terme et contribuent à maintenir la productivité. En ciblant ces programmes avec soin en fonction de considérations liées aux conflits, ces programmes peuvent donner du travail spécifiquement aux groupes vulnérables et exclus, en favorisant les interactions entre les groupes grâce à la sélection des participants (les communautés déplacées et celles qui les hébergent par exemple).

Le Programme élargi de travaux publics de l'Afrique du Sud, qui emploie plusieurs centaines de milliers de travailleurs vulnérables, a payé des salaires aux participants en dépit du confinement, à continuer à fournir des services essentiels comme la collecte des ordures ménagères, et en partenariat avec des ONG du domaine de la santé, a embauché 20 000 jeunes pour distribuer des produits pour se nettoyer les mains dans des zones à haut risque ¹⁰⁸.

- Ces programmes de travaux publics peuvent cibler les infrastructures de soins de santé primaire et l'accès à une eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. Avant la pandémie, la Mauritanie, l'OIT et le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies ont adopté une approche à forte intensité de main d'œuvre pour renforcer la cohésion entre les réfugiés maliens et les communautés qui les hébergent, en créant des emplois décents pour construire des infrastructures locales ¹⁰⁹. Ce modèle peut être reproduit pour construire des infrastructures de santé pendant la crise de la pandémie de COVID-19 ou après ¹¹⁰.
- **Le développement des compétences.** Le programme Des emplois pour la paix et la résilience peut renforcer la réponse sanitaire en aidant à développer les capacités d'un grand nombre de personnes à la recherche des cas contacts, une méthode de contrôle essentielle dans la lutte contre le virus COVID-19 pour éviter la propagation de la maladie ¹¹¹. Non seulement cette intervention améliore l'employabilité pour un secteur en forte demande, (comme tous les segments de la société doivent être couverts pour que la recherche des contacts soit efficace), mais elle peut également renforcer les relations entre les groupes qui pouvaient avoir été tendues, par exemple en formant et en composant des équipes de suivi avec des membres de groupes opposés. Il est également possible d'inclure des compétences en gestion des conflits et consolidation de la paix dans ce programme de formation professionnelle dans les situations de conflit, pour améliorer la contribution potentielle de cette formation à la cohésion sociale.
- **L'aide aux entreprises :** Lorsque la désorganisation des chaînes d'approvisionnement internationales affecte l'économie, il faut soutenir les petites entreprises pour qu'elles produisent les équipements essentiels qui ne peuvent plus être importés, comme les blouses, les masques et les charlottes ¹¹². Il faut encourager les entreprises locales à former et à engager des jeunes qui risquent de s'engager dans des activités illicites ou d'être recrutés par des groupes violents et extrémistes.

108 Organisation internationale du Travail (OIT) : Aider les travailleurs pauvres dans les pays à faible revenu à faire face au COVID-19 pour leur éviter de subir une double peine (OIT 2020) https://www.ilo.org/global/topics/employment-promotion/recovery-and-reconstruction/WCMS_747581/lang-fr/index.htm Accès le 25 septembre 2020

109 Organisation internationale du Travail (OIT) and United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), 'UNHCR and ILO Facilitate the Integration of Malian Refugees in Mauritania' (UNOWAS, 2020) <<https://unowas.unmissions.org/unhcr-and-ilo-facilitate-integration-malian-refugees-mauritania>> Accès le 8 juin 2020

110 Organisation internationale du Travail (OIT) : Des emplois pour la paix et la résilience (OIT 2020) ; https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_738531.pdf Accès le 28 mai 2020.

111 Note : La recherche des cas contacts consiste à identifier, évaluer et gérer les gens qui ont été exposés à la maladie pour éviter qu'ils ne transmettent la maladie.

Organisation mondiale de la Santé (OMS) : 'Rolling Updates on Coronavirus Disease (COVID-19)' (OMS, 2020) <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/events-as-they-happen> Accès le 1 juillet 2020.

112 Voir par exemple, *Raíatela Cooperative* en Argentine, *SEWA Cooperative Fédération* en Inde, *Ganesh Sugar Mill* en Inde, *Die and Mold Cooperative* en Corée, *Co-op Couturières Pop* au Canada.

► Encadré 12. Des voies potentielles pour consolider la paix : L'initiative Santé et paix

L'Initiative Santé et Paix récemment mise en place par l'OMS explore comment la programmation en matière de santé peut contribuer à consolider la paix et la cohésion sociale. Ce visuel montre les théories mondiales du changement qui sous-tendent ce concept.

Les interventions dans le secteur de la santé peuvent remédier à des moteurs de conflit, comme les griefs contre les institutions publiques (par exemple à cause du manque d'accès à des soins de santé), ou les divisions sociales (par exemple un historique de méfiance entre des groupes sociaux après un conflit). Elles peuvent également proposer une plateforme qui favorise des collaborations entre les groupes en conflit.



Le cadre du programme Santé et paix peut être utilisé pour remédier à certaines des conséquences de la pandémie de COVID-19 dans les contextes de conflit, en utilisant les voies proposées dans l'encadré 12.

- **Améliorer l'équité au niveau de la santé :** lorsqu'ils prennent des décisions essentielles dans leurs réponses à la pandémie de COVID-19, les dirigeants politiques et les organes de planification de la réponse peuvent les aligner sur la nécessité de garantir l'accès à toutes les personnes et toutes les communautés aux services de santé. Immédiatement, les agences de santé de l'état peuvent mener des évaluations participatives sur les besoins de santé afin de déterminer les inégalités et renforcer la prestation des

services envers ceux qui y ont le moins accès. Cette action, combinée à une communication efficace qui met délibérément l'accent sur l'égalité de l'accès aux soins de santé (sans stigmatiser de groupes spécifiques) peut contribuer à améliorer la confiance dans les autorités.

Faciliter la coopération entre groupes opposés pour la gouvernance de la santé : les conflits peuvent être suspendus pour permettre une coopération entre les groupes au niveau de la santé. La santé est souvent considérée comme un objectif prioritaire par toutes les parties au conflit, ce qui permet aux initiatives en matière de santé de servir de point de départ neutre pour rapprocher les parties rivales. Dans les conflits de longue durée, les organisations de santé et les médecins respectés peuvent utiliser leurs réseaux et leur influence pour négocier un accès aux groupes opposés afin d'effectuer les tests du coronavirus si nécessaires et la prévention des risques sanitaires liés à la pandémie de COVID-19 au sein de la communauté. Cette collaboration entre groupes opposés sur l'urgence des questions de santé peut contribuer à réduire la méfiance entre les parties.

Ces dernières décennies, l'OMS et d'autres ont servi d'intermédiaire pour négocier des « jours de tranquillité » ou des « couloirs de la paix » pour pouvoir effectuer des campagnes de vaccination et d'autres interventions sanitaires au milieu d'un conflit violent dans de nombreux pays, à commencer par El Salvador en 1985 ¹¹³. Ces efforts ont abouti à des résultats significatifs en matière de santé publique, mais pas seulement ; ils ont également offert des opportunités pour établir des canaux de communication entre les factions en guerre et créer une atmosphère de confiance – un élément nécessaire pour commencer des négociations de paix ¹¹⁴.

3.6 Établir les fondements de changements structurels pour développer la résilience

Les gouvernements nationaux et leurs partenaires sont sous pression pour agir rapidement. Dans une réponse d'urgence, on peut comprendre que l'accent soit mis sur la fourniture immédiate de biens et services essentiels. Ces mesures sont certes nécessaires, mais elles devraient s'inscrire dans une vision de long terme plus vaste, en vue de la reprise, qui favorise l'autosuffisance et des moyens d'existence durables tout en remédiant aux facteurs sous-jacents de fragilité qui rendent la société et son économie particulièrement vulnérable aux chocs extérieurs.

Cela garantirait également que l'aide immédiate fournie aux pays touchés par la pandémie de COVID-19 ne laissera pas un vide derrière elle lorsqu'elle cessera, ou qu'elle ne laissera pas les institutions et les systèmes d'aide dans une vulnérabilité plus grande encore. La programmation doit donc délibérément et explicitement garantir que les réponses à court terme contribuent à poser les fondations permettant de remédier aux problèmes structurels. Elle pourrait cibler l'amélioration de la résilience de la société pour faire face à des chocs multidimensionnels à l'avenir – liés à la santé ou de nature différente – non seulement en ayant des capacités d'absorption et d'adaptation, mais aussi de transformation.

L'une des premières constatations importantes a été que les pays qui avaient investi dans le renforcement de leurs systèmes de santé et qui bénéficiaient d'une forme de sécurité sociale étaient mieux préparés à faire face aux conséquences sanitaires et socioéconomiques de la pandémie de COVID-19. Cette perception positive des services sociaux essentiels peut être renforcée en établissant un lien entre les mesures de court terme et les opportunités de surmonter les barrières structurelles à l'accès aux soins de santé et à l'emploi décent. En voici quelques exemples :

- **Réformer et élargir les régimes de protection sociale.** Les mesures d'urgence de protection des revenus et des moyens d'existence à court terme pourraient être élargies pour obtenir des améliorations durables. Des programmes de transferts en espèces et l'élargissement des programmes de sécurité sociale, y compris ceux qui sont financés dans le cadre du Plan mondial de réponse humanitaire à la pandémie de COVID-19, pourraient être intégrés dans une aide à plus long terme pour le développement de systèmes

113 Neil Arya, 'Peace Through Health?' (Neilarya, 2020) <<https://www.neilarya.com/wp-content/uploads/2012/01/AryaPeaceThroughHealthWebelandGaltungchap24.pdf>> Accès le 2 juin 2020.

114 Organisation mondiale de la Santé (OMS): *Health and Peace Compendium – Selected Examples of health interventions in and on conflicts*. (OMS 2019) – Non publié

nationaux de protection sociale ¹¹⁵. Ces programmes pourraient cibler les personnes les plus vulnérables, en fournissant une garantie minimale d'emploi pour ses bénéficiaires ¹¹⁶.

Au Togo, les autorités nationales ont accordé des transferts en espèces aux travailleurs de l'économie informelle dans les villes, qui ont atteint plus d'un demi-million de personnes en un mois. Elles pourraient étendre cette mesure palliative contre le virus COVID-19 pour intégrer les bénéficiaires dans un nouveau régime d'assurance sociale durable destiné aux travailleurs indépendants et aux travailleurs informels ¹¹⁷. Les gouvernements et les partenaires sociaux pourraient travailler avec les associations et les coopératives des travailleurs de l'économie informelle, comme les vendeurs de rue, les chauffeurs de taxi, les ramasseurs de déchets ou les travailleurs domestiques, pour concevoir des régimes de protection sociale contributifs plus formels sur le long terme, adaptés à leurs situations ¹¹⁸.

- ▶ **Renforcer ou créer des programmes publics d'emploi au niveau national.** Les politiques qui créent des emplois temporaires immédiats en réponse à la crise pourraient se transformer en grands programmes d'emploi public. Les programmes publics d'emploi existants devraient être étendus rapidement et utiliser les réseaux existants tout en continuant à fournir des moyens d'existence et des opportunités d'emploi aux plus vulnérables, pour créer des biens et des services et remédier aux problèmes d'inégalités. En l'absence de ces programmes, les partenaires du développement pourraient transformer leur financement de transferts monétaires à court terme en programmes de paiement en échange de travail, en participant à la conception d'un programme national cohérent de ce type.

Les programmes publics d'emploi contribuent à la protection sociale universelle et à la création d'une reprise durable de l'emploi, à un moment où les ménages et les entreprises du secteur privé peuvent être réticents à investir en raison des incertitudes sur l'avenir de l'économie. Dans certains pays, les problèmes structurels peuvent signifier que des programmes publics d'emploi sont nécessaires à plus long terme pour soutenir l'emploi temporaire, et notamment pour garantir aux plus vulnérables qu'ils ne soient pas laissés de côté. Il sera essentiel de développer ce genre de système de façon collaborative grâce au dialogue social avec les partenaires sociaux pour veiller à ce que les besoins et les aspirations des plus vulnérables soient pris en compte.

- ▶ **Accroître les investissements dans les infrastructures productives.** Les investissements de court terme dans l'infrastructure, dans le cadre des programmes publics d'emploi, peuvent déboucher sur des investissements à plus long terme dans les infrastructures qui peuvent contribuer à créer des opportunités d'emploi sur le long terme. Cibler la construction d'infrastructures, de biens et de services qui favorisent le développement économique et social, augmentent la productivité de l'agriculture, fournissent des soins aux personnes, permettent de développer l'éducation et la santé, et répondent aux défis environnementaux et climatiques, c'est investir dans l'avenir.

Ces investissements sont les plus à même de remédier aux inégalités (notamment aux inégalités horizontales entre les groupes sociaux) d'accès aux soins de santé et à d'autres services fondamentaux, et à des ressources productives. Ils peuvent être accompagnés d'investissements supplémentaires dans le développement des compétences, des services de l'emploi et du renforcement de l'environnement entrepreneurial, afin de promouvoir une gouvernance inclusive et efficace du marché du travail à plus long terme – en y incluant l'autonomisation sociale et économique des femmes, qui est essentielle pour préserver la paix et la résilience dans les situations de conflit ¹¹⁹.

- ▶ **Adopter des approches inclusives et participatives pour réformer les systèmes de santé et élargir l'accès aux soins de santé.** En s'appuyant sur les efforts pour élaborer des réponses appropriées à la pandémie qui soient dirigées localement, des initiatives pourraient mettre en place des réformes plus vastes du secteur de la santé destinées à obtenir une couverture de santé universelle et à promouvoir la

115 Organisation internationale pour les Migrations (OIM) et Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) : Increasing Links Between Humanitarian Cash and Social Protection for an Effective Response to the COVID-19 Pandemic – World (Relief Web, 2020) <https://reliefweb.int/report/world/increasing-links-between-humanitarian-cash-and-social-protection-effective-response> Accès le 1 juillet 2020.

116 OIT : Aider les travailleurs pauvres dans les pays à faible revenu à faire face au COVID-19 pour leur éviter de subir une double peine.

117 OIT : Social Protection spotlight

118 Organisation internationale du Travail (OIT) : Les conséquences du COVID-19 sur l'économie informelle en Afrique

119 Organisation internationale du Travail (OIT) : Tunisie : Empowering Women Through the Induced Effects of Investments for Economic Diversification (OIT 220) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_675196.pdf Accès le 3 juillet 2020

santé et le bien-être. Ces réformes devraient se concentrer sur la suppression des barrières économiques, géographiques et épidémiologiques à l'accès à la santé, et s'attaquer aux obstacles liés au manque de sensibilité vis-à-vis de normes culturelles et sociales spécifiques.

Il est très utile d'impliquer les gens et les communautés dans la conception des systèmes de soins de santé, de protection sociale et des mesures en faveur de l'emploi pour qu'ils correspondent aux besoins et aux attentes des gens et aussi aux contraintes budgétaires et en matière de capacités. Mettre en place un espace sûr pour l'inclusion, la participation et les prises de décisions peut améliorer les perceptions et reconstruire des liens positifs avec les autorités.

La Tunisie a adopté cette méthode participative dans le contexte post-révolution. Un dialogue sociétal sur la réforme du système de santé a été mis en place pour appréhender les besoins, les perceptions et les idées des tunisiens vis-à-vis d'un nouveau système de santé national ¹²⁰. Le guide pratique de l'OMS *Stratégies nationales de santé au 21^e siècle* donne des orientations pratiques sur les approches participatives fondées sur l'expérience de la Tunisie et d'autres pays, et sur des considérations politiques et stratégiques plus larges permettant de renforcer les systèmes de santé dans les situations de conflits ¹²¹.

- ▶ **Semer les graines pour obtenir des services de santé mentale durables.** En plus de se concentrer sur les soins de santé universels, les urgences comme la pandémie de COVID-19 offrent des opportunités pour remodeler sur le long terme des secteurs essentiels du système de santé, comme la santé mentale. L'impact de la pandémie de COVID-19 sur la santé mentale sera significatif et spécifique au contexte. Les situations d'urgence ont tendance à accroître les problèmes de santé mentale, mais elles permettent aussi d'attirer l'attention des dirigeants politiques sur le bien-être psychologique des personnes qui ont survécu à des catastrophes et à des guerres – un sujet dont se préoccupent les médias une fois l'urgence terminée. À Aceh (Indonésie) et au Sri Lanka, le soutien psychologique et aux problèmes de santé mentale, qui avait commencé dans les zones les plus touchées par le tsunami de 2004 s'est poursuivi après la phase d'urgence ¹²². Il s'est transformé en politiques de développement de la santé mentale, de systèmes communautaires, de budgets et d'infrastructures qui ont beaucoup amélioré les services de santé mentale par rapport à la période d'avant le tsunami. Dans son rapport *Reconstruire en mieux : pour des soins de santé mentale durables après une situation d'urgence* ¹²³, l'OMS présente des exemples d'installation réussie de systèmes de santé mentale plus durables après des catastrophes et des conflits, qui peuvent être utilisées comme modèle dans la réponse à la pandémie de COVID-19.

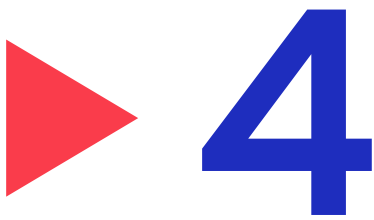
120 Organisation mondiale de la Santé (OMS) : Initiative Santé et Paix (OMS 2020).

121 Gerard Schmits, Dheepa Rajan et Sowmya Kadandale : *Stratégies nationales de santé au 21^e siècle*, Guide pratique (OMS 2016).

122 Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), 'UNHCR'S Response to the Tsunami Emergency in Indonesia and Sri Lanka, December 2004 - November 2006' (UNHCR, 2020) <<https://www.unhcr.org/afr/461504522.pdf>> Accès le 8 juillet 2020

123 Organisation mondiale de la Santé (OMS) : *Reconstruire en mieux : pour des soins de santé mentale durables après une situation d'urgence* (OMS 2013) https://www.who.int/mental_health/emergencies/building_back_better/fr/ Accès 27 septembre 2020.





Saisir l'occasion pour installer des transformations profondes

La pandémie a des conséquences dévastatrices sur une large partie de la population mondiale, en raison de son impact profond sur la santé, l'économie et le social. Il existe des liens étroits entre la santé et les dimensions socioéconomiques d'une part, et la gouvernance, les inégalités et les conflits d'autre part. Pourtant, en raison de son ampleur, **la pandémie va changer la situation politique et sociale de façon cruciale**, en créant des ouvertures importantes en faveur de profondes réformes et de processus authentiques de consolidation de la paix. Des problèmes qui semblaient inextricables peuvent soudainement être replacés dans un autre contexte, comme l'ont montré plusieurs situations dans le monde.

Alors que le virus continue de faire des ravages dans le monde, il est néanmoins important de se tourner vers l'avenir – ou des futurs différents, vers lesquels la pandémie peut nous entraîner. Le *Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19* appelle cela « une occasion d'inverser la tendance au rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile, d'institutionnaliser les systèmes de riposte dirigés par les collectivités, de miser sur le dialogue social, de confier des responsabilités accrues aux autorités locales et de renforcer la résilience au niveau des collectivités et des villes, ainsi que des cadres juridiques et institutionnels »¹²⁴.

Qu'est-il possible de faire pour « reconstruire en mieux » ? Et que peut-on faire maintenant pour améliorer les possibilités d'avoir des transformations structurelles et sociétales positives permettant d'instaurer une paix plus durable ? Comment la cohésion sociale et la justice sociale peuvent-elles être au centre de toutes les interventions ? Et plus largement, comment la totalité des interventions peut-elle contribuer à remédier aux barrières structurelles qui s'opposent à une paix durable ? Il est nécessaire d'envisager ces questions d'un point de vue technique, mais aussi dans une perspective de gouvernance, pour comprendre les réformes globales nécessaires pour renforcer la résilience des zones de conflit aux multiples chocs au-delà des épidémies.

Malheureusement, la marge de manœuvre budgétaire limitée des institutions de l'état entravera les initiatives pour élargir la couverture de la protection sociale et des soins de santé¹²⁵. Dans les pays à faible revenu par exemple, le manque moyen de ressources budgétaires pour mettre en place un socle de protection sociale approprié équivaut à 5,6 pour cent de leur produit intérieur brut – c'est une marge budgétaire que la

124 Organisation des Nations Unies (ONU) : Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19 (ONU 2020) https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-07/FR_UN-Framework-immediate-SE-response-to-COVID.pdf page 40. Accès le 27 septembre 2020.

125 Note : la marge de manœuvre budgétaire se définit comme les ressources disponibles après une exploration active et le recours à toutes les sources de recettes possibles par le gouvernement (Isabel Ortiz and others : Fiscal Space for Social Protection: A Handbook for Assessing Financing Options (OIT 2019) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_727261.pdf Accès le 27 septembre 2020.

plupart de ces pays n'ont pas ¹²⁶. De même, améliorer les systèmes de santé représente un coût élevé, même si une conception créative peut contribuer à réduire les coûts à un niveau gérable, comme l'ont montré le Kerala (Inde) et le Costa Rica.

Il est nécessaire de mettre en place une aide mondiale coordonnée pour investir dans le secteur public. Il faut mettre en place des partenariats avec le secteur (financier) privé pour aider les entreprises et remédier aux défis structurels. Les ressources allouées au titre de l'Aide pour le commerce pourraient contribuer à renforcer la capacité commerciale et l'infrastructure nécessaire aux ajustements relatifs aux échanges commerciaux. Ces investissements devraient être complétés par des mesures visant à accroître la transparence et l'efficacité de la dépense publique ¹²⁷.

Pour les acteurs du développement, la crise de la pandémie de COVID-19 peut représenter une opportunité de commencer à collaborer activement et efficacement avec leurs partenaires gouvernementaux et avec les partenaires sociaux (les organisations d'employeurs et les syndicats), les dirigeants locaux et les communautés, pour entamer un processus inclusif destiné à mettre en place des profondes réformes. Certes, une approche délibérément technique menée par des experts, en se référant aux bonnes pratiques internationales peut servir à dépolitiser le sujet, mais ce genre de processus de restructuration est par essence de nature très politique, avec des secteurs qui risquent d'y perdre et d'autres d'y gagner. Les agences techniques doivent tenir compte des enjeux de l'économie politique afin de déterminer si les conditions sont réunies pour mettre en place un partenariat multiple en vue de concevoir ces réformes structurelles. Le rôle approprié des donateurs et des agences techniques est de faciliter ces approches participatives, ces coalitions larges, et ce dialogue social qui peuvent permettre aux dirigeants locaux d'élaborer localement ces réformes, et d'être à leur service.

La pandémie a également mis en lumière la nécessité de progresser au niveau des changements structurels à apporter à l'assistance humanitaire internationale et à l'assistance au développement. Cette situation favorise fortement la mise en œuvre de l'articulation entre l'humanitaire, le développement et la consolidation de la paix, et de la nouvelle façon de travailler. Elle peut également favoriser l'agenda de la mise en œuvre locale et il faut saisir cette opportunité pour apporter des changements positifs et durables au mode opératoire du développement international et de l'aide humanitaire, en créant de vrais changements de pouvoir et en donnant la direction aux acteurs locaux.

La crise de la pandémie de COVID-19 expose chacun à la nature multidimensionnelle de la situation, et beaucoup d'agences techniques ont intégré dans leurs évaluations rapides des éléments liés aux dynamiques sociétales et aux facteurs de conflits plus larges. **Leur conscience accrue de ces liens peut susciter une dynamique pour institutionnaliser davantage la sensibilité aux conflits et la prise en compte de la paix dans les politiques et les processus institutionnels.** Même si la sensibilité aux conflits est et doit rester primordiale, ces premières tentatives pour contribuer explicitement à une paix durable peuvent nous apprendre des choses sur l'efficacité de ces approches. Elles peuvent également commencer à créer des preuves plus argumentées sur la façon dont ces interventions sectorielles peuvent contribuer à une paix durable et dans quelles conditions.

Pour terminer sur les mots du Secrétaire général de l'ONU : « Nous traversons des moments difficiles, mais nous pouvons transformer la pandémie de COVID-19 en une opportunité pour instaurer une paix durable et une plus grande intégration » ¹²⁸.

... « un moment où l'ONU doit être en mesure de s'adresser aux peuples du monde pour lancer un appel en faveur d'une mobilisation massive et pour faire massivement pression sur les gouvernements afin de s'assurer que nous soyons en mesure de répondre à cette crise, non pas pour l'atténuer mais pour la supprimer, de supprimer cette maladie et remédier aux impacts économiques et sociaux dramatiques de cette maladie. Et nous ne pourrions réussir que si nous le faisons ensemble, de façon coordonnée, si nous le faisons grâce à une solidarité et une coopération intenses, qui est la raison d'être même des Nations Unies » ¹²⁹.

126 Organisation internationale du Travail (OIT) : Aider les travailleurs pauvres dans les pays à faible revenu à faire face au COVID-19 pour leur éviter de subir une double peine (OIT 2020)

127 *Ibid.*

128 Antonio Guterres: Saturday Marks the 100-Day Countdown to #Peaceday. <https://twitter.com/antonioguterres/status/1271654779408842753> Accès le 13 juin 2020.

129 Nations Unies, COVID-19 : Appel à un cessez-le feu mondial, prélude à un vaste plan humanitaire <https://www.un.org/fr/coronavirus-covid-19-fr/covid-19-appel-au-cessez-le-feu-mondial-prélude-à-un-vaste-plan-humanitaire>

References

- Arya N, 'Peace Through Health?' (Neilarya, 2020) <<https://www.neilarya.com/wp-content/uploads/2012/01/AryaPeacethroughHealthWebeladGaltungchap24.pdf>> Accès le 2 juin 2020
- Brolin Ribacke K and others, 'Effects of the West Africa Ebola Virus Disease on Health-Care Utilization – a Systematic Review' (2016) 4 Frontiers in Public Health <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpubh.2016.00222/full> Accès le 25 mai 2020
- Brown R, Hurlburt H, and Stark A, 'How the Coronavirus Sows Civil Conflict. Pandemics don't Bring People Together – Sometimes, They Pull Societies Apart' Foreign Affairs (2020) <https://www.foreignaffairs.com/articles/world/2020-06-06/how-coronavirus-sows-civil-conflict> Accès le 9 juillet 2020
- CARE, 'Gender Implications Of COVID-19 Outbreaks in Development and Humanitarian Settings' (CARE 2020) https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_Gender-implications-of-COVID-19_Full-Report_March-2020.pdf Accès le 2 juillet 2020
- Confédération syndicale internationale: 2020 Indice CSI des droits dans le monde: Les violations des droits des travailleurs n'ont jamais été aussi nombreuses depuis sept ans (2020) <https://www.ituc-csi.org/violations-workers-rights-seven-year-high-fr> Accès le 29 septembre 2020
- Dore B, 'How do You Translate a Pandemic?' The New Humanitarian (2020) https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2020/06/23/Coronavirus-India-language-translation?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=875b288e0d-RSS_EMAIL_CAMPAIGN_ENGLISH_ASIA&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-875b288e0d-75570337 Accès le 3 juillet 2020
- Evans D, 'How Will COVID-19 Affect Women and Girls in Low- And Middle-Income Countries?' <https://www.cgdev.org/blog/how-will-covid-19-affect-women-and-girls-low-and-middle-income-countries> Accès le 27 mai 2020
- Felbab-Brown V, 'Mexican Cartels are Providing COVID-19 Assistance. Why That's Not Surprising.' (The Brookings Institution 2020) <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/04/27/mexican-cartels-are-providing-covid-19-assistance-why-thats-not-surprising/> Accès le 14 mai 2020
- Gender Action for Peace and Security (GAPS), 'Call to Action: Now and the Future, COVID-19 and Gender Equality, Global Peace and Security' (2020) <https://gaps-uk.org/covid-19-and-gender-equality-global-peace-and-security/> Accès le 1 juillet 2020
- Global Health 50/50: COVID-19 sex-disaggregated data tracker (2020) <https://globalhealth5050.org/covid19/sex-disaggregated-data-tracker/#1593530303289-1a59fb7f-b2b7> Accès le 4 septembre 2020
- Groupe des Nations Unies pour le développement durable (UNSDG) : Conducting a Conflict and Development Analysis Tool (Nations Unies 2020) <https://unsdg.un.org/resources/conducting-conflict-and-development-analysis-tool> Accès le 25 mai 2020
- Guterres A, 'Saturday Marks the 100-Day Countdown to #Peaceday.' <https://twitter.com/antonioguterres/status/1271654779408842753> Accès le 13 juin 2020 <https://www.un.org/fr/coronavirus-covid-19-fr/covid-19-appel-au-cessez-le-feu-mondial-prélude-à-un-vaste-plan-humanitaire>
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), 'Coronavirus Emergency Appeal UNHCR'S Preparedness and Response Plan (REVISION)' (UNHCR, 2020) <<https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/COVID-19%20appeal%20-%20REREVISED%20-%2011%20May%202020.pdf>> Accès le 2 juillet 2020.
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), 'UNHCR'S Response to the Tsunami Emergency in Indonesia and Sri Lanka, December 2004 - November 2006' (UNHCR, 2020) <<https://www.unhcr.org/afr/461504522.pdf>> Accès le 8 juillet 2020
- Hincks J, 'With the World Busy Fighting COVID-19, Could ISIS Mount a Resurgence?' Time (2020) <https://time.com/5828630/isis-coronavirus/> Accès le 27 mai 2020

- Human Rights Watch, Cameroun: Face à la pandémie, les autorités devraient permettre l'accès à l'aide humanitaire (HRW 2020) <https://www.hrw.org/fr/news/2020/04/10/cameroun-face-la-pandemie-les-autorites-devraient-permettre-lacces-laide> Accès le 27 septembre 2020
- Insecurity Insight, 'Attacks on Health Care During the COVID-19 Response January and May 2020' (Insecurity Insight 2020) <http://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2020/06/2020-Jan-May-Fact-Sheet-COVID-19-and-Conflict.pdf> Accès le 4 juillet 2020
- International Crisis Group (ICG), « Covid-19 au Niger: Réduire les Tensions Entre État et Croyants Pour Mieux Contenir le Virus » (2020) <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/niger/covid-19-au-niger-reduire-les-tensions-entre-etat-et-croyants-pour-mieux-contenir-le-virus> Accès le 27 septembre 2020
- International Crisis Group (ICG), "COVID-19 et conflits: Sept tendances à surveiller" (ICG 2020) <https://www.crisisgroup.org/fr/global/sb4-covid-19-and-conflict-seven-trends-watch> Accès le 27 septembre 2020
- International Finance Corporation (IFC), 'Women's Leadership in Private Health Care' (IFC, 2020) <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/a062e443-5503-4e87-af07-593db1bed033/IFC+Women+Leaders+Healthcare_FinalWeb4.pdf?MOD=AJPERES&CVID=mCR13Yb> Accès le 2 juillet 2020
- International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC), 'Least Protected, Most Affected: Migrants and Refugees Facing Extraordinary Risks during the COVID-19 Pandemic' (IFRC, 2020) <<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IFRC-report-COVID19-migrants-least-protected-most-affected.pdf>> Accès le 17 juin 2020
- International Rescue Committee: COVID-19 in Humanitarian Crises: A Double Emergency (International Rescue Committee (IRC) 2020) <https://www.rescue.org/sites/default/files/document/4693/covid-19-doubleemergency-april2020.pdf> Accès le 21 juin 2020
- Interpeace : Cartographie des Acteurs Engagés Positivement ou Négativement dans la Lutte Contre la Maladie à Virus Ebola (MVE) (Interpeace Document interne (2019)).
- Interpeace: How Humanitarian Response Can Strengthen Resilience to Violent Conflict and End Need Insights and Recommendations (Interpeace 2020) http://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2016/05/Interpeace_Case_Study_Format_Insights_200516-v3.pdf Accès le 10 juin 2020
- Interpeace: Mapping Incentives in the Humanitarian System for Conflict Sensitive and Peace Responsive Action (Interpeace 2020) – À paraître
- Interpeace: Peace Responsiveness (Interpeace) <https://www.interpeace.org/our-approach/peace-responsiveness/> Accès le 10 juillet 2020
- Interpeace: Why Peacebuilding should be part of the COVID-19 response (Interpeace 2020) <https://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2020/07/Interpeace-COVID19-BriefingPaper.pdf>
- Kavanagh M and others: Access to Lifesaving Medical Resources for African Countries: COVID-19 Testing and Response, Ethics, and Politics' (2020) 395 The Lancet [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(20\)31093-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)31093-X/fulltext) Accès le 3 juillet 2020
- Kebede T, Stave S, and Kattaa M: Facing Double Crises: Rapid Assessment of the Impact of COVID-19 on Vulnerable Workers in Jordan (Organisation Internationale du Travail (OIT) 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/publication/wcms_743391.pdf Accès le 9 juillet 2020
- Mohammed J, 'The Role of Community Peacebuilders in a Pandemic: What We Learnt from the Ebola Crisis' (Conciliation Resources, 2020) <http://www.c-r.org/news-and-insight/role-community-peacebuilders-pandemic-what-we-learnt-ebola-crisis> Accès le 12 juin 2020
- ONU Femmes: Connected by Their Phones, Women Peacebuilders Lead COVID-19 Prevention Efforts Across Libya (2020) <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/6/feature-women-peacebuilders-lead-covid-19-prevention-efforts-across-libya> Accès le 27 juin 2020
- ONU Femmes Data Hub: COVID-19: Emerging Gender Data and Why it Matters' (2020) <https://data.unwomen.org/resources/covid-19-emerging-gender-data-and-why-it-matters> Accès le 27 mai 2020

- ONU Femmes: La pandémie fantôme : la violence à l'égard des femmes pendant la pandémie de COVID-19 (ONU Femmes 2020) <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/violence-against-women-during-covid-19> Accès le 17 septembre 2020
- ONU Femmes: Women Peace and Security, and Covid-19 in Asia-Pacific (UN Women Asia and the Pacific 2020) <https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/03/women-peace-and-security-and-covid-19-in-asia-pacific#view> Accès le 30 juin 2020
- ONU Femmes: Women Peace Mediators Become Key Actors on the Front Lines of COVID-19 Prevention in Refugee Settlements in Uganda (2020) <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/6/feature-women-mediators-during-covid-19-in-refugee-settlements> Accès le 2 juillet 2020
- Organisation internationale pour les Migrations (OIM) et Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) : "Increasing Links Between Humanitarian Cash and Social Protection for an Effective Response to the COVID-19 Pandemic – World" (Relief Web, 2020) <https://reliefweb.int/report/world/increasing-links-between-humanitarian-cash-and-social-protection-effective-response> Accès le 1 juillet 2020.
- Organisation internationale du Travail (OIT), « Annexe 1 aux lignes directrices sur les emplois pour la paix et la résilience: Une réponse au COVID-19 dans les pays fragiles » (OIT 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/instructionalmaterial/wcms_742187.pdf Accès le 27 septembre 2020
- Organisation internationale du Travail (OIT), « Aider les travailleurs pauvres dans les pays à faible revenu à faire face au COVID-19 pour leur éviter de subir une double peine » (OIT 2020) https://www.ilo.org/global/topics/employment-promotion/recovery-and-reconstruction/WCMS_747581/lang--fr/index.htm Accès le 25 septembre 2020
- Organisation internationale du Travail (OIT), La crise du COVID-19 et l'économie informelle, Réponses immédiates et défis à relever, note de synthèse. (OIT 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_745440.pdf , accès 17 septembre 2020.
- Organisation internationale du Travail (OIT), 'Fiscal Space and the Extension of Social Protection. Lessons Learnt from Developing Countries' (ILO, 2020) <<https://www.usp2030.org/gimi/RessourcePDF.action;jsessionid=gKrUScS3miO3EXDvNFlaw5EWxcXqeDl64PXy3yuhprv0ply5yucm!-692971084?id=34168>> Accès le 5 juillet 2020
- Organisation internationale du Travail (OIT), 'Global Employment Trends for Youth 2020' (ILO, 2020) <https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_737648.pdf> Accès le 8 juin 2020
- Organisation internationale du Travail (OIT), Manuel : Comment concevoir, suivre et évaluer les résultats de consolidation de la paix dans le cadre des programmes d'emplois au service de la paix et de la résilience (1ère édition, OIT 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/instructionalmaterial/wcms_732553.pdf Accès le 10 juin 2020
- Organisation internationale du Travail (OIT), Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail. 4ème édition. Estimations actualisées et analyses https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_745964.pdf accès le 17 septembre 2020.
- Organisation internationale du Travail (OIT), Normes de l'OIT et COVID-19 Questions fréquentes https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---normes/documents/publication/wcms_739938.pdf Accès le 23 septembre 2020.
- Organisation internationale du Travail (OIT), Des emplois pour la paix et la résilience (OIT 2020) ; https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_738531.pdf Accès le 28 mai 2020.
- Organisation internationale du Travail (OIT), Dialogue social (OIT, 2020) <https://www.ilo.org/ifpdial/areas-of-work/social-dialogue/lang--fr/index.htm> , accès le 25 septembre 2020

- Organisation Internationale du Travail (OIT), 'ILO Monitor: COVID-19 and the world of work. Fourth edition' (27 May 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_745963.pdf Accès le 14 juillet 2020
- Organisation internationale du Travail (OIT), Mesures de protection sociale visant à faire face à la crise du COVID-19 : réponses apportées par les pays et considérations politiques (OIT 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_744867.pdf Accès le 18 septembre 2020
- Organisation internationale du Travail (OIT), Les conséquences du COVID-19 sur l'économie informelle en Afrique et les mesures prises pour y faire face (OIT 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_746387.pdf, accès le 17 septembre 2020.
- Organisation internationale du Travail (OIT), Le rôle central du dialogue social pour faire face à la crise du COVID-19 (OIT 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---dialogue/documents/briefingnote/wcms_744409.pdf Accès le 25 septembre 2020.
- Organisation internationale du Travail (OIT), 'Tunisia: Empowering Women Through the Induced Effects of Investments for Economic Diversification' (ILO 2020) <https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_675196.pdf> accessed 3 July 2020
- Organisation internationale du Travail (OIT), Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019 (Bureau International du Travail – Genève 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_624892.pdf Accès le 18 septembre 2020
- Organisation internationale du Travail (OIT), et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) COVID-19 et travail des enfants, en temps de crise, il est temps d'agir. Rapport en anglais : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipecc/documents/publication/wcms_747421.pdf Accès le 17 septembre 2020
- Organisation Internationale du Travail (OIT) : Travail décent (OIT) <https://www.ilo.org/global/topics/decent-work/lang--fr/index.htm> Accès le 1 juillet 2020
- Organisation Internationale du Travail (OIT), 'Women Health Workers: Working Relentlessly in Hospitals and at Home' (ILO, 2020) <https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_741060/lang--en/index.htm> Accès le 3 juin 2020
- Organisation Internationale du Travail (OIT) et United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), 'UNHCR and ILO Facilitate the Integration of Malian Refugees in Mauritania' (UNOWAS, 2020) <<https://unowas.unmissions.org/unhcr-and-ilo-facilitate-integration-malian-refugees-mauritania>> Accès le 8 juin 2020
- Organisation mondiale de la Santé : Hospital Beds (Per 10 000 Population), Observatoire de la santé mondiale (OMS) 2020)
- Organisation mondiale de la Santé (OMS) : Coronavirus Disease (COVID-19) Dashboard' (WHO 2020) <https://covid19.who.int/> Accès le 4 septembre 2020
- Organisation mondiale de la Santé (OMS) : Building Back Better: Sustainable Mental Health Care After Emergencies (WHO 2013) https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/85377/9789241564571_eng.pdf;jsessionid=1177B66AEA1753108667E87F6CD3B720?sequence=1 Accès le 17 juin 2020
- Organisation mondiale de la Santé (OMS) : Initiative Santé et Paix (OMS 2020)
- Organisation mondiale de la Santé (OMS) : Health and Peace Compendium – Selected Examples of health interventions in and on conflicts. (OMS 2019) – non publié.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS) : Rolling Updates on Coronavirus Disease (COVID-19) (OMS, 2020) <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/events-as-they-happen> Accès le 1 juillet 2020
- Organisation des Nations Unies: Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19 (ONU 2020) https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-07/FR_UN-Framework-immediate-SE-response-to-COVID.pdf Accès le 29 septembre 2020

- Organisation des Nations Unies: COVID-19 : Appel à un cessez-le feu mondial, prélude à un vaste plan humanitaire <https://www.un.org/fr/coronavirus-covid-19-fr/covid-19-appel-au-cessez-le-feu-mondial-prélude-à-un-vaste-plan-humanitaire> (2020) Accès le 27 septembre 2020
- Organisation des Nations Unies: Note de synthèse : Les incidences de la COVID-19 en Afrique 2020 https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/les_incidences_de_la_covid-19_en_afrique.pdf Accès 20 septembre 2020.
- Organisation des Nations Unies, 'Policy Brief: The Impact of COVID-19 on Women' (UN, 2020) <<https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/2020/06/report/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women-en-1.pdf>> Accès le 8 juillet 2020
- Organisation des Nations Unies: The New Way of Working (2020) <https://www.un.org/jsc/content/new-way-working> Accès le 17 mai 2020
- Organisation des Nations Unies, Secrétaire général: 'Deputy Secretary-General's Remarks at the Virtual High-Level Meeting: The Impact Women Leaders are Having in the Fight Against the COVID-19 Pandemic [As Prepared for Delivery]' (2020) <https://www.un.org/sg/en/content/dsg/statement/2020-06-05/deputy-secretary-generals-remarks-the-virtual-high-level-meeting-the-impact-women-leaders-are-having-the-fight-against-the-covid-19-pandemic-prepared-for-delivery> Accès le 2 juillet 2020
- Organisation des Nations Unies, Secrétaire général: 'Secretary-General's Remarks to Virtual Security Council Meeting on the Maintenance of International Peace and Security: Youth, Peace and Security.' (2020) <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2020-04-27/secretary-generals-remarks-virtual-security-council-meeting-the-maintenance-of-international-peace-and-security-youth-peace-and-security-delivered> Accès le 18 juin 2020
- Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 'Pathways to Sustaining Peace at the Food and Agriculture Organization of the United Nation – A thematic paper jointly authored by FAO and Interpeace as a contribution to the 2020 Report of the Secretary-General on Peacebuilding and Sustaining Peace' (FAO 2020) https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/fao_-_peacebuilding_and_sustaining_peace_thematic_paper_1.pdf Accès le 14 juillet 2020
- Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : COVID-19: Au Coeur du programme pour les femmes, la paix et la sécurité (2020) https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_175694.htm Accès le 29 septembre 2020
- Ortiz I and others: Fiscal Space for Social Protection: A Handbook for Assessing Financing Options (OIT 2019) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_727261.pdf Accès le 27 mai 2020
- Paffenholz T and others : Faire en sorte que les femmes comptent: ne pas simplement les compter. Evaluation de l'inclusion et de l'influence des femmes dans les négociations de paix (Inclusive Peace and Transition Initiative (The Graduate Institute of International and Development Studies) and UN Women 2016) <https://www.inclusivepeace.org/sites/default/files/IPTI-ONU-Femmes-Faire-Que-Les-Femmes-Comptent.pdf> Accès le 29 septembre 2020
- Parpia A and others: Effects of Response to 2014–2015 Ebola Outbreak on Deaths from Malaria, HIV/AIDS, and Tuberculosis, West Africa (2016) 22 Emerging Infectious Diseases <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4766886/> Accès le 25 mai 2020
- Perry T, and Bassam L: Hezbollah Deploys Medics, Hospitals Against Coronavirus in Lebanon Reuters (2020) <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-hezbollah/hezbollah-deploys-medics-hospitals-against-coronavirus-in-lebanon-idUSKBN21C3R7> Accès le 3 juillet 2020
- Pilling D: Africa's Covid-19 Response is a Glimpse of how Things Could be Different, Financial Times (2020) <http://Africa's Covid-19 response is a glimpse of how things could be different> Accès 15 juin 2020
- Platform for Dialogue and Peace (P4DP): Documenting the Resilience of Liberians in the Face of Threats to Peace and the 2014 Ebola Crisis. (P4DP and Interpeace 2015) http://3n589z370e6o2eata9wahfl4.wpengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2015/11/2015_11_17_Liberia-Country-Note-2015.pdf Accès le 1 juillet 2020

- Pokharel S: Nepal's Summer of Discontent: Young Protesters in Nepal Say "Enough is Enough" as the Government Struggles in its Fight Against COVID-19. *The Diplomat* (2020) <https://thediplomat.com/2020/06/nepals-summer-of-discontent/> accès le 3 juillet 2020
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) : Strengthening Social Cohesion: Conceptual Framing and Programming Implications (PNUD 2020) <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/conflict-prevention/strengthening-social-cohesion--conceptual-framing-and-programmin.html> Accès le 1 juillet 2020
- Réseau inter-agences des Nations Unies pour le développement des jeunes (ONU-IANYD) Statement on COVID-19 and Youth (2020) <https://www.youth4peace.info/system/files/2020-04/IAYND%20Statement%20on%20COVID-19%20and%20Youth%20FINAL.pdf> Accès le 6 juillet 2020
- Réseau des Nations Unies sur les migrations : Journée internationale des envois de fonds à la famille : la pandémie met en relief l'importance des rapatriements de fonds pour les familles des migrants, 2020 <https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/international-day-family-remittances-french.pdf> Accès le 17 septembre 2020.
- Richards P: What Might Africa Teach the World? Covid-19 and Ebola Virus Disease Compared <https://oxfamblogs.org/fp2p/what-might-africa-teach-the-world-covid-19-and-ebola-virus-disease-compared/> Accès le 15 juin 2020
- Ross W: Mali Riots After Police Officer Kills 18-year-old. (BBC Africa (2020)) <https://www.bbc.com/news/topics/cq23pdgvrqwt/mali> Accès le 12 juin 2020
- Sayeh A, and Chami R: 'Lifelines in Danger' (International Monetary Fund (IMF) 2020) <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/06/pdf/COVID19-pandemic-impact-on-remittance-flows-sayeh.pdf> Accès le 10 juillet 2020
- Schmets G, Rajan D, and Kadandale S: Strategizing National Health in the 21st Century: A Handbook (OMS 2016)
- Simpson G: Les absents de la paix: Etude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité, (UNFPA et BACP 2018) <https://www.youth4peace.info/system/files/2018-10/youth-web-french.pdf> Accès le 29 septembre 2020
- Snyder M, 'DRC'S Success in Containing Ebola Serves As Lesson To Countries Battling COVID-19 - Democratic Republic Of The Congo' (ReliefWeb, 2020) <<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/drc-s-success-containing-ebola-serves-lesson-countries-battling>> Accès le 8 juillet 2020
- Sochas L, Channon A, and Nam S: Counting Indirect Crisis-Related Deaths in the Context of a Low-Resilience Health System: The Case of Maternal and Neonatal Health During the Ebola Epidemic in Sierra Leone (2017) 32 *Health Policy and Planning* https://academic.oup.com/heapol/article/32/suppl_3/iii32/4621472 Accès le 25 mai 2020
- Srivastava R, and Nagaraj A: Workers' Rights at Risk as Indian Labour Laws Face Post-Lockdown Challenge, *Reuters* (2020) <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-india-workers-trfn/workers-rights-at-risk-as-indian-labour-laws-face-post-lockdown-challenge-idUSKBN22P00H> Accès le 22 mai 2020
- The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED): Central America and COVID-19: The Pandemic's Impact on Gang Violence (ACLED, 2020) <https://acleddata.com/2020/05/29/central-america-and-covid-19-the-pandemics-impact-on-gang-violence/> accès le 4 juillet 2020
- The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED): COVID-19 Disorder Tracker Spotlight: Mob Violence. <https://acleddata.com/2020/05/21/cdt-spotlight-mob-violence/> Accès le 4 juillet 2020
- Vernon P: Conflict Sensitivity Guidance for RPBA's (Recovery & Peacebuilding Assessment 2020)
- Wenham C, Smith J, and Morgan R: COVID-19: The Gendered Impacts of the Outbreak (2020) 395 *The Lancet* [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30526-2](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30526-2) Accès le 27 mai 2020
- Wickramanayake J, 'Meet 10 Young People Fighting COVID-19 1st Edition' <https://medium.com/@jayathmadw/meet-10-young-people-leading-the-covid-19-response-in-their-communities-685a0829bba8> Accès le 12 juin 2020

Avec le soutien de:



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Canada 



Foreign, Commonwealth
& Development Office